

RESPECTER **LA PROMESSE DU G8** À L'AFRIQUE

# LE RAPPORT DE DATA

# 2008

SYNTHESE **FRANÇAIS**



[www.one.org/report](http://www.one.org/report)

# REMERCIEMENTS

Tout d'abord, nous tenons à remercier les membres du conseil de ONE: Bono, Susie Buffett, Joe Cerrell, John Doerr, Jamie Drummond, Tom Freston, Helene Gayle, Mort Halperin, David Lane et Patty Stonesifer; les membres du Comité consultatif sur la politique de DATA: KY Amoako, Paul Collier, John Githongo, Hadeel Ibrahim, Ned Jannotta, Richard Kiphart, Youssou N'dour, Trevor Neilson, l'archevêque Njongonkulu Ndungane, le Dr. Ngozi Okonjo-Iweala, Steven Radelet, Gayle Smith et Amre Youness ; Bob Geldof, l'ami et le conseiller de DATA; Howie Buffet pour son assistance et ses conseils; et notre très respecté Parrain international, l'archevêque Desmond Tutu.

Nous tenons aussi à exprimer nos remerciements à tous les amis et collaborateurs dans le monde, au sein des gouvernements et à l'extérieur, qui ont conseillé DATA et ont pris le temps de nous aider dans l'élaboration de ce rapport et toutes nos activités. Nombreux sont ceux qui nous ont proposé leur expertise et leurs conseils. Nous leurs sommes reconnaissants pour leur apport, mais assumons l'entière responsabilité pour toute erreur susceptible de figurer dans ce rapport. Nous sommes aussi heureux de pouvoir nous appuyer sur un groupe de parties prenantes aussi solide et diversifié.

Ce rapport n'aurait pas été possible sans l'aide des statisticiens du Comité d'aide au développement de l'OCDE qui nous ont fourni des données ; sans Richard Manning qui a apporté sa précieuse appréciation ; et sans l'équipe de Development Initiatives menée par Judith Randel, Tony German, Daniel Coppard et Simon McCoy. Nous les remercions pour leur énergie infatigable, leur dévouement et leur bonne humeur constante. Nous sommes aussi redevables à David Wilson qui assuré la révision de ce texte.

Nos remerciements aussi à AJ, Ben Curzon et son équipe sur [www.howsplendid.com](http://www.howsplendid.com) pour leurs fantastiques visuels et leur direction artistique.

La plupart des membres du personnel de ONE ont participé à la production de ce rapport, mais ont contribué de façon plus significative à son contenu sur le plan du fond : Oliver Buston, Karin Christiansen, Nora Coghlan, Jamie Drummond, Amanda Epstein, Erin Erlenborn, Tom Hart, Ben Hubbard, Andreas Huebers, Edith Jibunoh, Sara Rogge, Larry Nowels et Eloïse Todd. Katie McCabe et Joshua Lozman ont été respectivement responsables du projet et du fond du projet, et Erin Thornton en a été le directeur.

Pour terminer, et ceci n'est pas le moindre, nous voulons exprimer toute notre admiration aux millions de personnes qui font campagne ou travaillent tous les jours pour abolir la pauvreté en Afrique. Nous nous inspirons constamment du dévouement de ces activistes, à la fois au sein des gouvernements et à l'extérieur, qui consacrent leur vie à ce combat. C'est leur travail intensif et leur détermination qui ont conduit aux engagements que nous pouvons aujourd'hui mesurer.

Ce document a été reproduit sur du papier approuvé par le Forest Stewardship Council, qui a été fabriqué sans chlore ni alcool.

## AVANT-PROPOS

EN COLLABORANT,  
NOUS POURRIONS  
TOUJOURS ÊTRE  
LA GÉNÉRATION QUI  
FERA DE L'EXTRÊME  
PAUVRETÉ EN AFRIQUE  
UNE HISTOIRE  
ANCIENNE



Le sommet de Gleneagles en 2005 avait marqué un tournant décisif pour tous ceux qui sont concernés par l'avenir de l'Afrique. C'est le moment où les leaders du G8 ont fini par reconnaître que les problèmes de l'Afrique nous concernaient tous; que l'avenir de ce continent nous intéressait tous; et qu'il fallait un vrai partenariat afin que tout soit mis en œuvre pour façonner l'avenir. Le type de partenariat requis ne relève pas de ceux que nous avons l'habitude de voir. Il s'agit d'un partenariat bâti sur l'honnêteté face aux défis, sur une position réaliste concernant les solutions nécessaires et sur une responsabilité mutuelle en termes de suivi. Depuis la signature des Objectifs de Développement du Millénaire, il y a eu de nombreux rapports sur les défis. Des solutions ont fait leurs preuves - à une micro échelle, nous voyons se développer un faisceau de preuves sur ce qui marche ou ne marche pas et sur ce qui est possible - mais ceci doit encore être amplifié et c'est là où la question de la responsabilisation intervient. Sans elle, tout ce que nous avons fait jusqu'ici se résume à une histoire de rhétorique ambitieuse et d'intéressantes études de cas réussies, mais l'histoire générale reste la même.

Nous devons tous rendre des comptes et faire preuve d'honnêteté sur les engagements que nous avons pris et

sur ce qu'il faut faire pour atteindre ces objectifs. Ce qui est de plus en plus évident quand on voit les partenaires dans le développement travailler de concert, c'est qu'ils peuvent donner les moyens aux citoyens africains d'assumer la tâche de responsabiliser leur gouvernement. Ils peuvent aider les ministres de l'Éducation africains et les ONG à nourrir et scolariser les enfants. Ils peuvent faire prodiguer des soins médicaux aux enfants qui en ont besoin et les sauver en leur administrant les médicaments nécessaires contre le sida ou en remettant des filets antimalaria aux mères et aux enfants auxquels ils seront le plus utiles. Pour chaque tragédie que représentent le Zimbabwe, le Soudan ou la République du Congo, il y a plus de deux fois plus d'histoires positives à raconter : le Mozambique, la Tanzanie, le Ghana, le Bénin ou le Mali.

Nous souhaitons assurer ce succès non pas par des subventions, mais par le travail, la persistance, la créativité et un vrai partenariat avec le monde développé. Nous ne sommes pas encore arrivés au but, mais nous pouvons y parvenir si l'Occident respecte les engagements qu'il a pris en grande pompe à Gleneagles, et si les chefs d'État africains tiennent aussi leurs promesses à l'égard de leurs citoyens.

Les intentions sont une chose, le suivi en est une autre, et je crains que la France, l'Allemagne et l'Italie ne respectent pas les engagements qu'ils ont assumés envers l'Afrique en 2005, parce que toute l'Europe sera alors en traîne. Le Président Sarkozy, la Chancelière Angela Merkel et le Premier Ministre Silvio Berlusconi doivent écouter davantage leurs citoyens à ce sujet, s'ils veulent prendre les bonnes décisions à la fois pour l'Europe et l'Afrique. Les associations privées dans ces nations et le monde entier doivent davantage se faire entendre.

En collaborant, nous pourrions toujours être la génération qui abolira l'extrême pauvreté en Afrique, à condition d'élaborer nos politiques à partir de données chiffrées sur ce qui marche et ne marche pas et de travailler à l'unisson.

**ARCHEVÊQUE DESMOND TUTU**

## INTRODUCTION

Le rapport annuel DATA s'efforce de s'appuyer purement sur les données chiffrées. Il essaye de présenter et de suivre les faits de façon brute, honnête et clinique, tels qu'ils sont. Mais ces faits et chiffres rigides peuvent vous laisser de marbre.

Les belles promesses et la grande ambition de 2005 se réalisent qu'à petits pas, et l'énergie et l'enthousiasme qu'avaient suscité les engagements de Gleneagles en 2005 pourraient facilement commencer à s'évanouir. Heureusement, cette énergie et ce dynamisme ne s'effritent pas là où ils comptent vraiment : en Afrique. Les Africains s'efforcent de capitaliser sur les modestes améliorations obtenues. Ils essaient sans cesse de prouver que le succès reste possible, que les promesses faites par le G8, lorsqu'elles seront tenues, seront mises à profit pour obtenir les résultats prévus : sauver des vies et réduire l'extrême pauvreté.

Ces réussites devraient nous inciter à respecter pleinement ce qui a été promis.

## 2008: UNE OPPORTUNITÉ DE RENFORCER LE SUCCÈS

Ce rapport 2008 arrive à un moment décisif : juste avant que les chefs d'État européens aillent analyser leurs propres résultats à Bruxelles, juste avant que la France va prendre la présidence de l'UE, au moment précis où le G8 est sur le point de se réunir au Japon et au milieu d'un débat sérieux sur l'avenir de la politique étrangère des États-Unis et le rôle du développement là-dedans.

Ce rapport est publié à mi-chemin de deux actions visant à réaliser un véritable changement pour les plus démunis dans le monde : une action à long terme pour remplir les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) entre 2000 et 2015, tels que convenus dans la Déclaration du millénaire de 2000, et une action à court terme pour mettre l'Afrique en bonne voie de les atteindre entre 2005 et 2010, ainsi que cela a été convenu et promis par le G8 et l'Union européenne en 2005.

Mais surtout, 2008 est une année au cours de laquelle on ne peut ignorer ce qu'il est possible de faire sur le terrain. L'an dernier, DATA a salué le fait que 1,3 million d'Africains atteints du virus HIV/SIDA reçoivent des antirétroviraux – un an plus tard ce chiffre est passé à 2,1 millions. L'an dernier aussi, DATA s'est réjoui du fait que plus de 20 millions d'enfants aient été scolarisés depuis 1999 – aujourd'hui, ils sont 29 millions. Il y a eu des progrès dans d'autres secteurs également. Bien qu'encore trop élevée, la mortalité infantile a décliné. Le Rwanda et l'Éthiopie font état de réductions significatives de l'incidence de la malaria - respectivement de 66 % et 51 %. Presque 26 millions d'enfants ont reçu une immunisation de base entre 2001 et 2006. Enfin, s'il n'y avait que trois démocraties en Afrique en 1989, ce nombre était multiplié par six en 2005.

Ces statistiques ne sont pas des exceptions : elles ont commencé à tisser un schéma plus large du potentiel existant en Afrique. Il y a actuellement 18 pays sur le continent (en

ne tenant pas compte des producteurs de pétrole) dont les économies ont progressé à un taux moyen de 5,5 % par an au cours de ces dix dernières années.<sup>1</sup> Ce qui entre en jeu dans ces taux de croissance est une combinaison compliquée de facteurs, mais nombre des éléments cruciaux soulignés dans ce rapport sont présents.

Onze de ces dix-huit pays sont des démocratie,<sup>2</sup> treize d'entre eux ont atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative Pays pauvres très endettés (PPTE) et un autre est au point de décision.<sup>3</sup> Ces dix-huit pays ont scolarisé environ 14 millions d'enfants supplémentaires dans le primaire entre 1999 et 2005, ont accru leur pourcentage d'habitants ayant accès à l'eau propre et ont réduit leur taux de mortalité infantile ; l'accès aux antirétroviraux et aux filets antimalaria a également augmenté. Tous ces points doivent être gardés à l'esprit quand on lit le rapport DATA. C'est ce que l'Afrique a réalisé avec la modeste assistance qui lui a été apportée jusqu'ici.

Ce succès démontre qu'il n'est pas possible d'excuser les engagements rompus en prétendant que les programmes ne fonctionnent pas ou bien que l'argent est gaspillé. Une telle rupture ne pourrait que signaler un manque de volonté. De plus, elle met sous les feux des projecteurs la décision à laquelle est confronté le G8 : choisir de capitaliser sur le succès obtenu jusqu'ici et faire un effort honnête pour respecter ses engagements ou décider de ne pas le faire et continuer sur le chemin de l'incrémentalisme. L'incrémentalisme continuera à aider certaines personnes en Afrique, mais serait un désastre pour la plupart d'entre elles. Il ne résoudra pas l'urgence alimentaire ; il ne permettra pas aux plus démunis de s'adapter au changement climatique auquel ils n'ont guère contribué ; il n'endigera pas la propagation des maladies transmissibles comme le HIV/sida ; il ne permettra certainement pas d'atteindre le but ultime, à savoir aider l'Afrique à « bâtir l'avenir réussi que nous souhaitons tous voir ».<sup>4</sup>

## LE RAPPORT DATA: UN EXERCICE DE RESPONSABILITÉ

Les militants contre la pauvreté ont su créer un élan qui a encouragé le G8 à faire des promesses importantes à l'Afrique lors du sommet de Gleneagles en Écosse en juillet 2005. Les engagements qu'exprime le communiqué du G8 à Gleneagles n'allaient pas à eux seuls éradiquer la pauvreté. Mais, tenus, ils pouvaient commencer à « abolir la pauvreté » pour des millions d'Africains. Ils représentaient un moment décisif au cours duquel les chefs d'État les plus puissants acceptaient d'engager leurs pays dans des initiatives réelles et concrètes. Ils avaient signé, nous nous étions réjouis, puis nous avons commencé à surveiller les choses de près.

DATA a décidé de procéder à une évaluation annuelle de la mesure dans laquelle le G8 respecte ces engagements. Le rapport DATA est une initiative consistant à évaluer les engagements pris par les pays eux-mêmes et les progrès accomplis à ce jour. DATA a essayé de se débarrasser de sa casquette de militant pour assurer le contrôle des engagements pris, en s'appuyant sur la meilleure interprétation de ceux-ci et les meilleures données disponibles, au lieu de commenter leur qualité.

Le rapport DATA 2008 suit la structure de la version 2007, à quelques exceptions près qui ont de l'importance. DATA inclut une analyse plus détaillée des engagements pris par les chefs d'État africains eux-mêmes dans des secteurs clés tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, et le commerce. DATA étudie également les initiatives africaines visant à assurer une meilleure gouvernance et plus de sécurité dans le cadre du chapitre sur la gouvernance et la sécurité contenu dans son rapport.

L'étude des progrès des Africains par rapport à leurs engagements et l'analyse relative aux donateurs ont été obérées par manque de données disponibles. Il y a très peu de sources de données mesurant les progrès de l'Afrique. Même

si certaines initiatives telles que l'Africa Monitor et l'Index Ibrahim ouvrent la voie sur la responsabilisation de l'Afrique, il reste encore beaucoup à faire pour avoir une évaluation exacte. Pour mesurer les progrès des donateurs, DATA s'est appuyé sur les chiffres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, qui a fourni des estimations préliminaires de l'aide globale au développement en 2007, mais ne donnait qu'une analyse sectorielle en 2006. Malgré les efforts bienvenus du CAD pour offrir des informations plus détaillées et transparentes en temps voulu, il se trouve à son tour limité par la mesure dans laquelle les donateurs individuels communiquent ces informations.

Ce rapport se heurte aussi à une autre limite : l'à-propos des données dans le temps. La mesure disponible dans l'« Aide officielle au développement » (AOD) reflète les dépenses au cours d'une année civile, mais celles-ci peuvent être le résultat de décisions budgétaires politiques prises une ou plusieurs années auparavant. En d'autres termes, un rapport comme celui-là, publié en 2008, évalue les dépenses de 2007 sur la base des budgets établis en 2006, voire avant. Ceci ne permet donc pas à DATA de tenir compte des actions plus récentes des donateurs. Ainsi, si un donateur lit ce rapport en juin 2008, reconnaît qu'il dévie de ses engagements et prend des mesures urgentes pour rectifier son budget pour 2009, ces ressources ne seront probablement pas prises en compte par le CAD avant la sortie de son rapport d'avril 2010, au plus tôt.

C'est pour cette raison que DATA a lancé cette année une analyse « prévisionnelle » améliorée, visant à exploiter les propres documents budgétaires des donateurs et l'analyse des liens antérieurs entre les budgets et l'AOD pour prévoir la partie déboursée de l'AOD en 2008. Ce n'est pas un outil parfait, mais DATA espère qu'il entraînera d'autres analyses par le CAD et les donateurs eux-mêmes pour donner aux militants - mais surtout aux destinataires - une meilleure indication des niveaux de l'aide au développement prévu.

## REGARD SUR LE PASSÉ, REGARD VERS L'AVENIR

Nombre des leaders du G8 qui se retrouveront autour de la table à Hokkaido ne seront pas entre ceux qui s'étaient réunis à Gleneagles. Il ne faut pas dispenser ce groupe de la responsabilité qui lui encombre. Cette génération de leaders du G8 doit justement aller devant en améliorant la qualité des promesses dont ils ont hérité, en fournissant des calendriers spécifiques sur l'exécution de leurs engagements et en se tenant à ce plan. Après trois ans, le G8 a parcouru 14 % du chemin promis. Il lui reste encore trois ans pour exécuter les 86 % de ses engagements: une tâche énorme, mais pas impossible.

Si l'on se tourne vers l'avenir, nous avons besoin de savoir que le G8 a un plan pour respecter ses engagements d'ici à 2010. Il est encore temps d'y arriver. Il faut avouer que, pour certains pays, cela sera très difficile, étant donné que les dépenses effectuées au cours des trois premières années sont faibles. Mais le coût de l'inaction et de la perpétuation de l'espoir sans résultat est encore plus élevé.

Sur la seconde moitié de son chemin vers 2010, le G8 doit au monde – aux plus démunis d'Afrique, en particulier – un plus grand niveau de clarté, d'honnêteté et d'efficacité. Si le G8 ne prévoit pas de respecter ses engagements, qu'a-t-il projeté de faire pour capitaliser sur les succès indéniables sur le terrain ? Il lui reste trois ans pour montrer au monde que ses promesses signifient quelque chose et pour montrer à l'Afrique que, lorsque le G8 s'engage dans un partenariat, on peut compter sur lui. Le temps de la confusion statistique est terminé. L'action responsable aurait dû être engagée depuis longtemps.

Les faits et les chiffres seront devant le G8 à Hokkaido en juillet. Les réussites que l'aide en Afrique a affichés devraient lui devraient lui faire prendre conscience de la hauteur de ses promesses et la nécessité de les tenir ensemble.

**DAVID LANE** PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL  
**JAMIE DRUMMOND** DIRECTEUR EXÉCUTIF  
**ERIN THORNTON** DIRECTEUR DE LA POLITIQUE

## SYNTHESE

Ce rapport se situe à mi-parcours d'un double effort qui vise à une véritable amélioration du sort des pauvres du monde entier : d'une part, un effort à long terme pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) entre 2000 et 2015, objectifs qui ont été adoptés dans la Déclaration du Millénaire de 2000 et, d'autre part, un effort à court terme pour aider l'Afrique à rester sur la voie des objectifs fixés pour la période 2005-2010, conformément aux accords et aux promesses du G8 et de l'Union européenne en 2005. Le moment est donc venu de mesurer le chemin parcouru et de prendre s'il est besoin des actions correctrices.

Le troisième rapport annuel de DATA a précisé pour objectif d'aider les décideurs politiques à mesurer les progrès accomplis et à infléchir la trajectoire. Il fait le point sur la réalisation des engagements pris en 2005.

L'aide a légèrement augmenté et les Africains ont réellement fait de gros progrès grâce aux ressources supplémentaires qui leur ont été accordées. Mais, alors que les réalisations devraient rassurer la communauté mondiale sur la pertinence de ses engagements et sur son rôle de partenaire de l'Afrique pour sauver des vies et redonner espoir à des millions de personnes, les pays donateurs tardent à fournir la contribution à laquelle ils s'étaient engagés. L'année 2008 devait être décisive : les mécanismes d'accroissement de l'aide devaient fonctionner à plein afin d'atteindre les objectifs fixés pour 2010. Au lieu de cela, les évolutions restent marginales et nous ne constatons pas, sur le terrain, les réalisations indispensables à l'atteinte des objectifs de la communauté internationale.

Ces deux dernières années, les pays donateurs sont, hélas, en-deçà du niveau de contribution qu'ils avaient annoncé. Or, chaque retard rend plus aléatoire la réalisation des

engagements pris pour 2010. Or, les promesses solennelles d'accroître l'aide, d'optimiser son efficacité, de faire enfin de l'Afrique un partenaire commercial et d'assurer l'accès universel à l'enseignement primaire et, pour les personnes infectées par le VIH, aux traitements antirétroviraux ont été prises au sérieux par les citoyens au nom desquels elles ont été faites et par ceux qui luttent contre la pauvreté en Afrique.

Si le rapport DATA de cette année ne comporte pas de chapitre consacré aux engagements pris en matière d'aide alimentaire et d'agriculture durable, nous nous engageons à l'inclure dans le rapport de l'an prochain.

Il est encore possible de tenir les engagements pris, mais il va falloir redoubler d'efforts en raison de la lenteur du démarrage.

Le présent rapport tente d'évaluer de façon précise les progrès effectués et de définir les mesures à prendre pour atteindre les objectifs 2010 et pour aider les Africains à être sur la bonne voie pour l'étape 2015.

## LES GRANDES CONCLUSIONS

### À MI-PARCOURS, LE G8 N'A TENU SES PROMESSES D'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT QU'A HAUTEUR DE 14 %

Si l'on considère l'Aide Publique au Développement (APD) comme un bon indicateur de l'ensemble des engagements pris, le G8 n'a tenu ses promesses qu'à hauteur de 14 % au cours de ces trois dernières années, soit environ 3,0 milliards de dollars américains (USD) sur les 21,8 milliards d'APD promis, ce qui a porté l'aide étrangère de 15,8 milliards en 2004 à 18,8 milliards en 2007.<sup>1</sup> Ceci signifie que, si les pays du G8 veulent atteindre l'objectif qu'ils se sont fixés pour 2010, ils doivent verser, pendant les trois ans à venir, une contribution de 6,7 milliards d'USD par an, en moyenne, alors que, ces trois dernières années, ils n'ont versé, ensemble, qu'un milliard par an, en moyenne (les chiffres seront légèrement différents une fois les engagements du Japon pris en compte).

### LES DIFFERENTS PAYS ONT PRIS DES ENGAGEMENTS ... DIVERS ET ILS LES TIENNENT ... DIFFEREMMENT

En 2007, deux pays (Canada et France) ont réduit leurs engagements, ce qui a réduit le total général, un pays (le Japon) a respecté sa très modique promesse, trois pays (le Canada, la France et le Japon) ont réduit leur aide à l'Afrique subsaharienne. Les données communiquées par deux autres pays (les États-Unis et le Royaume-Uni) permettent de penser qu'ils respecteront leurs engagements d'ici 2010. Enfin, deux pays ont fortement augmenté leur aide en 2007 (l'augmentation de l'Allemagne résultant d'une promesse budgétaire planifiée et celle de l'Italie de recettes fiscales exceptionnelles). Chaque pays a ses contraintes, mais chacun doit tenir parole pour que l'engagement global du G8 puisse être respecté. Il faut notamment que tous les pays donateurs se tiennent à leur programme annuel d'engagements.<sup>2</sup>

### LES PAYS EXTERIEURS AU G8 ASSUMENT LEUR ROLE POUR LA CONCRETISATION DE LEURS PROMESSES

Si les pays du G8 ont pris des engagements à l'égard de l'Afrique au sommet de Gleneagles, d'autres pays ont également fait des promesses à ce continent. Lors du Conseil de l'Union européenne (UE) de mai 2005, les 15 membres historiques de l'Europe ont promis de porter leur APD à 0,51 % de leur PNB en 2010, puis à 0,7 % à l'horizon 2015, la moitié de cette augmentation devant bénéficier à l'Afrique subsaharienne. Pour le Royaume-Uni, l'Italie, la France et l'Allemagne cette promesse a été un point de référence pour le sommet de Gleneagles. D'autres pays, comme l'Espagne, l'Irlande, la Belgique et la Finlande ont relevé le défi. À ce jour, l'ensemble des pays de l'UE non membres du G8 a fait mieux que les pays du G8. En 2007, par rapport à 2006, les pays du G7 ont augmenté de 4,7 % leur APD à l'Afrique, tandis que les pays non membres du G7 ont augmenté la leur de 8,6 %. Pour ce qui est des réalisations en pourcentage des engagements pris, les pays du G8 en sont à 14 %, tandis que les pays non-membres du G7 en sont à 21 %.

### LES 14 % REALISES PORTENT LEURS FRUITS

La liste des réalisations citées dans le rapport DATA de l'an dernier a continué à s'allonger, ce qui prouve que les investissements réalisés en partenariat avec l'Afrique portent leurs fruits. Il y a aujourd'hui 2,12 millions d'Africains séropositifs sous traitement antirétroviral alors qu'il n'y en avait que 50.000 en 2002. Environ 29 millions d'enfants ont pris le chemin de l'école pour la première fois. Près de 26 millions d'enfants ont reçu les vaccinations de base entre 2001 et 2006 et le Fonds mondial, à lui seul, a distribué 46 millions de moustiquaires, ce qui a permis de réduire le taux de paludisme de façon spectaculaire dans des pays comme la Tanzanie, le Rwanda et l'Éthiopie.

### ON A UNE IDEE DE CE QUE CERTAINS PAYS FERONT D'ICI 2010, MAIS ON SAIT PEU DE CHOSES POUR D'AUTRES, MEME CONCERNANT LEURS CONTRIBUTION DES ANNEES PASSEES

Pour la première fois cette année, DATA a essayé de voir au-delà des limites des chiffres fournis par le Comité d'Aide au Développement (CAD), les meilleurs dont nous disposons, afin d'estimer les niveaux futurs de dépense et de se faire une idée de l'année 2010. Les systèmes budgétaires de certains pays permettent une analyse solide. Le cycle budgétaire triennal britannique, par exemple, permet d'estimer les niveaux d'APD du Royaume-Uni en 2010, qui seront très proches de l'engagement total de ce pays pour cette année-là. Les taux de dépenses des États-Unis prévus à partir des budgets existants permettent d'estimer ce qui se passera d'ici 2010 et de voir si la promesse de Gleneagles sera effectivement tenue en 2010. Pour d'autres pays, par contre, l'analyse est beaucoup plus difficile. En avril 2008, l'Italie n'avait pas encore communiqué au CAD ses dépenses sectorielles de 2006 de sorte que le comité n'est pas suffisamment sûr des chiffres pour les publier. Le Canada n'avait pas encore communiqué ses données statistiques permettant d'analyser la relation entre ses budgets et son APD à l'Afrique. Certains pays n'ont pas encore décidé de l'interprétation exacte à donner à leur engagement, ce qui rend l'estimation encore plus difficile. Si l'absence de transparence rend délicat l'établissement du rapport DATA, on peut imaginer les difficultés auxquelles est confronté un ministre d'un pays d'Afrique qui essaie d'établir des plans en espérant qu'il disposera des ressources promises sans en avoir la certitude.

### NOUS NE DISPOSONS D'AUCUNE PREVISION CONCERNANT LES CONTRIBUTIONS ANNUELLES

Malheureusement, les pays du G7 ne se sont pas engagés sur des objectifs annuels intermédiaires d'APD d'ici 2010. Il est donc difficile de leur demander de rendre des comptes quant au rythme des progrès. L'an dernier, DATA a demandé à la Chancelière allemande Angela Merkel d'insister fortement auprès de ses collègues du G8, lors du Sommet d'Heiligendamm, pour qu'ils fournissent des objectifs chiffrés, année par année, mais le G7 n'a toujours pas établi de prévisions chiffrées. En l'absence d'objectifs définis par le G7, DATA a tracé des trajectoires linéaires vers l'objectif 2010

afin de montrer l'aide qui est nécessaire en supposant une progression régulière. Certains pays donateurs ont critiqué cette méthode pour déterminer les progrès à accomplir, mais se gardent d'en proposer une meilleure. Comme on l'a dit plus haut, la lenteur des progrès réalisés ces trois dernières années va obliger les pays donateurs à augmenter fortement leurs dépenses d'APD entre 2008 et 2010 s'ils veulent respecter leurs engagements. Si certains ont fait part de leurs intentions, la plupart ne l'ont pas fait. Pourtant, la publication de ces informations permettrait mieux de tenir les engagements et les bénéficiaires plus facilement planifier et donc améliorer les résultats.

### LE G8 N'EST PAS ENCORE PARVENU A ADOPTER UNE POLITIQUE COMMERCIALE FAVORABLE AU DEVELOPPEMENT

L'aide au développement n'est pas suffisante pour réduire la pauvreté en Afrique. Il faut aussi un changement dans les politiques menées. Une aide particulière permet aux agriculteurs et PME de ce continent de travailler de façon rentable et donc de se développer au moyen d'échanges commerciaux. La crise alimentaire actuelle ne fait que renforcer les difficultés de long terme créées par les distorsions commerciales et notamment par les subventions agricoles dans les pays développés. Un véritable partenariat pour le développement de l'Afrique implique une politique commerciale associée à la réduction de la pauvreté. Les négociations commerciales ne portent pas sur le secteur le plus important pour les pays en développement, à savoir l'agriculture. Or le commerce ne peut se développer en Afrique tant que l'on n'aborde pas ce point essentiel. Les négociations commerciales ont éludé cette question en 2007 et il n'y a guère d'espoir pour 2008, à moins que les dirigeants du G7 ne décident de modifier le cours actuel des négociations commerciales et de surmonter leurs intérêts nationaux. Il faut une nouvelle démarche qui permette à l'Afrique d'utiliser ce formidable outil qu'est le commerce pour participer aux marchés nationaux, régionaux et mondiaux.

### LA PERFORMANCE DES PAYS DONATEURS EN MATIERE D'AIDE EST PARCELLAIRE

L'efficacité de l'aide dépend de la façon dont est fournie l'aide au développement afin de mieux atteindre les objectifs fixés. Le rapport de cette année comporte une étude approfondie de l'efficacité de l'aide : les résultats sont mitigés. Certains pays donateurs ont, plus que d'autres, pris au sérieux la qualité de l'aide, mais, même pour chaque donateur pris séparément, si certains indicateurs de performance sont positifs, d'autres sont nettement négatifs. Le Forum de Haut Niveau sur l'efficacité de l'aide d'Accra donnera au G8, en septembre 2008, l'occasion de réitérer ses promesses. Si ce Forum poussait les pays donateurs à tenir la promesse de publier en temps voulu leurs actions pour chacun des pays bénéficiaires afin de permettre à ceux-ci d'établir leurs budgets en conséquence, il aurait déjà atteint un résultat intéressant. Il faut que les pays du G8 et les autres pays donateurs du CAD obéissent à des normes de transparence exigeantes s'ils veulent encourager la même ouverture chez les autres pays donateurs, ce qui devient de plus en plus important pour l'Afrique.

# SYNTHESE DES PROGRES ACCOMPLIS

## L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

À la base de tous les engagements sectoriels ambitieux, se trouvait la promesse faite en 2005 de mobiliser une aide supplémentaire de 25 milliards d'USD pour l'Afrique d'ici 2010 et d'affecter cet argent de manière efficace. À la suite de certaines clarifications, le total promis par le G7 représente à présent une augmentation de 21,8 milliards d'USD de l'APD, qui devrait passer de 15,8 milliards en 2004 à 37,6 milliards en 2010. Trois ans après la promesse, seulement 3 milliards d'augmentation ont été déboursés part du G7. Il reste donc 18,8 milliards d'USD à apporter pour que les promesses soient tenues. (Au total, les pays du CAD de l'OCDE ont promis 26,1 milliards d'USD d'APD supplémentaires à l'Afrique subsaharienne d'ici 2010 et, à ce jour, n'ont décaissé que 3,394 milliards). Pour suivre une trajectoire linéaire permettant de respecter l'engagement total d'ici 2010, le G7 aurait dû augmenter son aide de 5,88 milliards d'USD entre 2006 et 2007, mais, comme en 2007 il n'y a eu que 837 millions d'aide supplémentaire, le G7 est en retard de 5,04 milliards sur son objectif.

Il y a d'importants écarts entre pays donateurs en ce qui concerne tant l'ambition de leur engagement initial que la tenue des engagements pris. Dans l'ensemble, les membres de l'UE appartenant au G8 ont fait des promesses plus ambitieuses, mais sont en retard. De leur côté, le Canada, le Japon et les États-Unis ont pris des engagements plus modestes mais les respectent mieux.

Pour le rapport de cette année, DATA a utilisé les informations budgétaires actuellement disponibles pour estimer l'APD des pays donateurs du G7 pour 2008. Au total, DATA prévoit que le G7 augmentera son APD de 2,6 milliards d'USD en 2008, soit une augmentation plus forte que celle des dernières années, mais insuffisante de 3,8 milliards pour rester dans la ligne de l'objectif de 2010.

L'analyse de l'aide prévue montre que deux pays donateurs, les États-Unis et le Royaume-Uni, ont fait des prévisions budgétaires qui, selon DATA, devraient leur permettre, au moins, de s'approcher de leurs objectifs de 2010. Notre analyse évalue quatre mesures d'efficacité de

l'aide grâce à des indicateurs convenus par tous les membres du G8 dans le cadre de la Déclaration de Paris.

Au total, le rapport DATA retient dix indicateurs sur la transparence et la communication, la prévisibilité, l'utilisation des systèmes nationaux, l'aide non liée et la passation de marchés publics locaux concurrentiels. Ces indicateurs ont permis à DATA de classer les pays en quatre groupes, de l'aide la plus efficace à celle qui l'est le moins : d'abord le Royaume-Uni ; ensuite le Canada et l'Allemagne ; ensuite la France et le Japon et enfin l'Italie et les États-Unis.

## LA DETTE

L'engagement de Gleneagles en 2005 concernant la dette était d'annuler la totalité des dettes multilatérales des pays pauvres très endettés (PPT) à l'égard du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement (BAD). Cet effort, appelé Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), visait à annuler la dette multilatérale de façon à ce que ces institutions ne perdent pas leur capacité de financement. À la fin 2005, les assemblées des pays membres du FMI, de la Banque mondiale et de la BAD avaient conclu et finalisé des accords avec les membres du G8 portant annulation de près de 50 milliards d'USD supplémentaires de dettes. Les Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) établis par les gouvernements d'Afrique dans le cadre de l'accord PPT ont garanti que les pays d'Afrique ont déjà largement utilisé pour la réduction de la pauvreté les fonds qu'ils n'utilisent plus pour rembourser leur dette. Grâce en partie à cet allègement de la dette, les pays éligibles ont fait passer la part de leurs recettes publiques affectées à la réduction de la pauvreté de 37,8 % en 2000 à 55,1 % en 2007. En chiffres absolus, cela représente une augmentation 14 milliards d'USD des dépenses en faveur de la réduction de la pauvreté.

Le G8 est en bonne voie quant à la tenue de sa promesse d'annulation de la totalité des dettes multilatérales des pays pauvres éligibles. Reste une tâche à long terme : veiller à ce que les pays donateurs compensent la perte subie par les institutions financières internationales à la suite de cet

accord. Si la plupart des pays du G8 ont pris des mesures provisionnelles pour assurer leur financement à long terme, certains n'ont pas encore pris d'engagement suffisant au-delà de 2008.

Le rapport de cette année salue la souplesse des pays donateurs en 2007 : elle a permis au Liberia de profiter de l'allègement de la dette à un moment critique pour son développement ; il souligne qu'une souplesse analogue pourra encore être nécessaire à l'avenir. Le G8 doit s'efforcer de créer une charte des prêts responsables et de la coresponsabilité des créanciers, d'établir un processus juste et transparent pour la dette et d'apporter une solution durable au problème des fonds « vautours ».

## LES ECHANGES COMMERCIAUX

L'aide au développement peut apporter des solutions relais aux besoins financiers insatisfaits tandis que les pays s'efforcent d'atteindre les OMD, notamment ceux définis par le communiqué de Gleneagles. A long terme, ces pays veulent et doivent améliorer les opportunités commerciales qui permettent de susciter le développement et la croissance. En 2005, le G8 a promis de faire de l'Afrique un « continent commercial ». Pour DATA, cette promesse signifie que le G8 devrait œuvrer à la réalisation du programme de développement de Doha et éventuellement à d'autres programmes pour que les pays d'Afrique puissent avoir un meilleur accès aux marchés locaux, régionaux et mondiaux et qu'ils aient la capacité de produire des marchandises destinées à ces marchés. Pour cela, il faut réduire les subventions agricoles de façon à régulariser les prix des marchandises sur les marchés, à améliorer l'accès des produits locaux aux marchés des pays riches grâce à un abaissement des tarifs douaniers et à une simplification des règles d'origine pour les programmes préférentiels, à faciliter les échanges pour que les pays puissent produire et fournir des marchandises. Enfin, et surtout, il faut créer un espace politique permettant la gestion des accords commerciaux au moyen de processus démocratiques nationaux et l'établissement d'un calendrier de développement économique dans chaque pays.

La crise alimentaire démontre la nécessité d'améliorer la politique commerciale. Les restrictions commerciales permanentes, les subventions accordées aux produits

agricoles et la faiblesse des infrastructures, qu'ont aggravés les autres chocs économiques, ont faussé les marchés mondiaux et rendu les prix alimentaires inabordables pour les pauvres. Selon le Programme alimentaire mondial, l'effet cumulé de ces facteurs va conduire cent millions de personnes à s'enfoncer plus encore dans la pauvreté. Certains pays réagiront à ces nouvelles en demandant plus de subventions pour produire plus de nourriture subventionnée destinée au marché mondial. Mais nous ne pouvons accepter que cette crise serve de prétexte à un renforcement des politiques qui sont précisément la cause de son ampleur.

Au moment où ce Rapport est mis sous presse, le programme de développement de Doha était encore retardé par les dirigeants politiques des pays riches qui ne tiennent aucun compte des besoins du développement. Le G8 doit tenir sa promesse de faire de l'Afrique un partenaire commercial car, jusqu'ici, il n'y a pas réussi, que ce soit au moyen de Doha ou de changements de politique bilatérale durables et significatifs.

DATA appelle donc à une Initiative commerciale pour l'Afrique – que ce soit au moyen du programme de Doha ou par l'action de pays du G8 à titre individuel— initiative qui traiterait de l'effet des subventions sur les marchés mondiaux, qui renforcerait et simplifierait les programmes de préférence permettant l'accès des marchandises africaines aux marchés du G8, qui élargirait l'aide au commerce pour renforcer la capacité de l'Afrique à produire et exporter, et qui garantirait l'espace politique nécessaire dans ces transitions.

## LA SANTE

Les promesses relatives à la santé faites par le G8 en 2005 étaient ambitieuses. Le G8 s'est engagé à fournir un accès universel au traitement, à la prévention et aux soins du VIH/Sida ; à développer la lutte contre la tuberculose ; à couvrir 85 % des personnes ayant besoin de traitement, de prévention ou de soins pour le paludisme ; à répondre aux besoins de financement de la campagne d'éradication de la poliomyélite et à mettre en place des systèmes sanitaires permettant l'accès aux soins des enfants et de leurs mères. Le G8 a également promis de satisfaire les besoins de financement du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. Il n'existe pas, hélas, de données comparatives qui

permettraient de suivre les engagements des pays donateurs. DATA n'a donc pas pu établir d'évaluations des engagements tenus et des retards, par donateur.

Nous avons, en revanche, pu évaluer les progrès au moyen des données disponibles qui montrent ceci : globalement, des progrès ont été accomplis dans la lutte contre les maladies infectieuses, mais l'avancée a été plus lente dans la mise en place de bons systèmes de soins essentiels destinés aux enfants et aux mères.

Des progrès notables ont été réalisés dans la lutte contre le VIH/Sida, le paludisme et la poliomyélite.

- En décembre 2007, le nombre de personnes sous traitement antirétroviral s'élevait à 2,12 millions, augmentation spectaculaire par rapport au chiffre de 2002 qui n'était que de 50.000. Mais les chiffres montrent aussi que seulement 30 % des africains ayant besoin d'un traitement en bénéficient (pourcentage de l'ordre de la moyenne mondiale pour les pays en développement) et l'on est encore loin de « l'accès universel », qui permettrait de couvrir 80 % des malades. Selon l'ONUSIDA, le financement de la lutte contre le VIH/Sida s'élevait à 10 milliards d'USD en 2007, alors que les besoins de financement d'ici 2010 s'élèvent à plus de 40 milliards.
- Des progrès ont également été réalisés dans la lutte contre le paludisme au moyen de campagnes de distribution de moustiquaires, qui ont permis de réduire le taux de la mortalité infantile dans les pays où il était le plus élevé. En novembre 2007, le Fonds mondial a distribué, à lui seul, plus de 46 millions de moustiquaires dans les pays dans lesquels le paludisme est endémique. En fait, pour la première fois depuis des dizaines d'années, l'objectif d'éradication du paludisme en Afrique se place au premier rang des préoccupations et suscite attention et financement accrus.

- L'objectif d'éradication de la poliomyélite est quasiment atteint ; 1.300 cas seulement ont été enregistrés en 2007, dont seulement 375 en Afrique. Faire de la polio une maladie du passé, comme la variole, constituera une réussite remarquable. Le G8 doit maintenir son engagement pour que l'on y parvienne.

Cela étant, les progrès dans la lutte contre la tuberculose et dans la mise en place de systèmes de soins pour les mères et les enfants sont beaucoup plus lents. Malgré son terrible impact sur les séropositifs et son taux de mortalité, la tuberculose reste toujours insuffisamment financée. Le Plan mondial 'Stop TB' demandait 1,25 milliard d'USD pour l'Afrique, pour l'année 2007, mais n'a obtenu que 436 millions. Alors que les ressources pour lutter contre diverses maladies ont augmenté, le financement de systèmes de soins, en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé, a diminué ces trois dernières années. S'il y a eu, ça et là, quelques petites augmentations, en chiffres absolus, du financement des systèmes de soins, ces derniers n'ont pas bénéficié de la hausse du financement des campagnes de lutte contre les maladies infectieuses.

Il n'est pas facile de faire une évaluation générale des progrès en raison de la nature collective des objectifs, mais, dans l'ensemble, le G8 n'assume pas une part proportionnelle des besoins de financement de ces objectifs de santé. Pour que les promesses individuelles soient tenues il faut accroître non seulement la lutte contre le paludisme et la tuberculose, mais aussi les dons destinés au financement général du Fonds mondial. Par ailleurs, pour garantir le succès de ces investissements ciblés et faire des progrès dans l'amélioration des systèmes de soins pour les enfants et les mères, les pays donateurs doivent s'intéresser en 2008 à un besoin fondamental sous-tendant l'ensemble des systèmes de soins du continent africain, à savoir la formation et la fidélisation des personnels sanitaires.

#### L'EDUCATION

L'éducation est un autre secteur dans lequel le G8 s'est engagé à atteindre un objectif ambitieux mais réalisable : permettre aux enfants d'achever leurs études primaires. Les dirigeants des pays du G8 ne se sont pas engagés sur un objectif chiffré de financement, mais DATA a suivi les progrès

des membres du G8 au moyen des meilleures estimations disponibles du coût de l'éducation primaire universelle : globalement, le G8 n'a pas contribué proportionnellement au financement nécessaire pour atteindre cet objectif. Deux pays seulement (Canada et Royaume-Uni) ont tenu promesse.

Des avancées spectaculaires ont été faites en matière d'éducation primaire en Afrique depuis le début de ce siècle. En 2005, le nombre d'enfants scolarisés a augmenté de 29 millions par rapport à 1999. C'est le résultat d'une la plus grande priorité accordée par les gouvernements africains à la scolarisation, aux économies qu'ils ont faites grâce à l'allègement de la dette et à l'aide au développement ciblée. Pourtant, il reste 33 millions d'enfants non scolarisés et la pression démographique restera un défi pour les dix années à venir car le nombre d'enfants d'âge scolaire croît à un rythme soutenu.

Mais il ne faut pas seulement augmenter le nombre d'enfants scolarisés, il faut aussi améliorer la qualité de l'enseignement. Le G8 a promis d'augmenter de façon significative l'initiative accélérée Éducation pour tous (EPT), mais les pays d'Afrique bénéficiaires continuent à souffrir de déficits de financement. Par ailleurs, le G8 doit accorder son attention à une difficulté plus grave, l'aide aux enfants vivant dans la précarité. Les pays africains vont devoir accroître leurs ressources nationales et les grands pays donateurs non membres du G8, comme les Pays-Bas, vont devoir maintenir leur leadership en comblant les déficits de financement.

#### L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

Les promesses du sommet de Gleneagles en matière d'adduction d'eau et d'assainissement n'étaient pas aussi fermes que celles relatives aux autres secteurs. Dans le communiqué final, le G8 s'était engagé à augmenter l'aide au secteur et se référait à la promesse de 2003 d'accorder une priorité à l'eau et à l'assainissement dans l'affectation générale de l'APD. Interprétant ces promesses du G8 et tentant de respecter leur intention, DATA a déterminé que la part d'aide au développement affectée à l'eau et à l'assainissement devrait être au moins constante et suivre les augmentations générales de l'aide au développement. Comme l'Afrique subsaharienne affiche les plus faibles taux d'accès à l'eau potable et d'équipement en réseaux d'assainissement, elle devrait bénéficier d'un financement de l'eau et de

l'assainissement qui représente, au moins, une proportion constante de l'APD globale. L'eau et l'assainissement représentaient 5,5 % de l'ensemble de l'APD entre 1990 et 2005, niveau que DATA a choisi pour objectif de mesure des progrès de l'engagement du G8 dans le présent rapport.

Pris dans son ensemble, le G8 est en deçà de ses engagements. En 2006, (année la plus récente pour laquelle les données sont disponibles), le G8 a affecté 3,83 % de son APD totale à ce secteur en Afrique subsaharienne. Si deux des pays du G8 (l'Allemagne et le Royaume-Uni) se sont approchés d'une affectation de 5,5 %, trois d'entre eux étaient légèrement en retard (la France, l'Italie et le Japon) et les deux restants étaient complètement distancés (les États-Unis et le Canada). La priorisation de l'Afrique en tant que région s'est révélée également décevante : bien que l'Afrique soit la plus éloignée des OMD en matière d'eau et d'assainissement, en 2007 l'Afrique n'a bénéficié que de 27 % du financement total du G8 destiné à ce secteur. Si des pays comme les États-Unis et le Japon figurent parmi les plus importants donateurs pour l'eau et l'assainissement, ils n'ont pas jusqu'à présent étendu leur action à l'Afrique et continuent d'accorder à ce continent une part extrêmement faible de leurs contributions. Pour tenir ses promesses, le G8 doit porter la part de l'APD destinée au secteur de l'eau et de l'assainissement à 5,5 % du total et accorder une priorité à l'Afrique dans l'affectation globale du financement de ce secteur.

#### GOVERNANCE ET SECURITE

Bonne gouvernance et sécurité sont cruciales pour parvenir à réduire significativement la pauvreté en Afrique ; ces questions doivent être au cœur des efforts du G8 et de l'Afrique pour atteindre les OMD. Dans le présent rapport, nous avons réuni ces deux points dans le même chapitre car ils sont fondamentalement liés et avons évalué les engagements et les progrès du G8 et de l'Afrique en parallèle, car ils sont mutuellement dépendants. La reconnaissance des liens fondamentaux entre la gouvernance et la sécurité, ainsi que la dépendance mutuelle basique des promesses du G8 et de l'Afrique en la matière ont amené DATA à regrouper ces secteurs.

En 2007, plusieurs pays ont réalisé des progrès en matière de gouvernance et de sécurité, tandis que d'autres (comme le Kenya) affichaient un recul très décevant et d'autres encore

(comme le Zimbabwe) ont stagné. Malgré ces déceptions, le nombre de démocraties augmente dans l'ensemble du continent et le nombre de pays en guerre diminue.

Il faut considérer les problèmes de gouvernance et de sécurité et la relation entre les efforts de l'Afrique et ceux du G8 de façon globale : il ne peut y avoir de progrès significatifs de la gouvernance et de la sécurité en Afrique que si aux promesses du G8 répondent des promesses réciproques des pays africains ; de même, pour réussir, les gouvernements africains doivent être soutenus et, dans une certaine mesure, incités par les pays du G8 à lancer des réformes majeures. À Gleneagles, les pays du G8 ont pris plusieurs engagements relatifs à la gouvernance. Ils se sont engagés à signer des conventions et traités internationaux, tels que la Convention de lutte contre la corruption, et à soutenir les initiatives purement africaines comme le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP). En ce qui concerne la paix et la sécurité, le G8 a pris plusieurs engagements ; ce rapport mesure les avancées par rapport aux promesses faites concernant la formation des forces de maintien de la paix et le soutien à la Force africaine d'alerte (FAA) et la crise du Soudan. Il faut noter que le rapport de cette année ne couvre pas la totalité des actions engagées par les pays donateurs ou les gouvernements africains en matière de gouvernance et de sécurité et que le respect des engagements pris dans ces domaines ne suffirait pas, à lui seul, à régler les problèmes de l'Afrique en la matière.

Le rapport 2008 montre que les pays donateurs ont largement respecté leur engagement de signer et ratifier la Convention de lutte contre la corruption des Nations Unies et la Convention de lutte contre la corruption de l'OCDE et qu'ils soutiennent l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) et le MAEP.

De nombreux gouvernements africains ont redoublé d'efforts pour promouvoir la bonne gouvernance : 28 pays ont accepté de participer au MAEP et 15 pays remplissent les conditions pour adhérer à l'ITIE. La gouvernance s'améliore dans de nombreux pays d'Afrique, mais il reste encore beaucoup à faire : trop de pays, tant parmi les membres du G8 que parmi les pays d'Afrique, doivent encore aller au-delà de la simple ratification d'un accord pour s'engager vraiment dans son application.

En matière de paix et de sécurité, les pays donateurs du G8 se sont engagés à former 75.000 personnes au maintien

de la paix et à soutenir la mission de l'Union africaine (UA) au Soudan et la FAA. Les pays membres du G8 ont tenu leur promesse de former 75 000 gardiens de la paix, mais le soutien de la mission de l'UA au Soudan a été insuffisant et les efforts des pays donateurs pour soutenir la FAA ont été inégaux. Le sommet de Gleneagles a créé la Commission de maintien de la paix et le Fonds de réponse d'urgence et, malgré quelques déficits de financement, ces institutions ont bien progressé au cours de leurs premières années d'activité. Les efforts des gouvernements africains pour améliorer la sécurité dans tout le continent ont redoublé ces dernières années et les pays d'Afrique continuent à fournir de nombreuses troupes de maintien de la paix pour des missions tant sur le continent lui-même qu'en dehors. Les progrès vers la création des brigades de la FAA ont été inégaux selon les régions. C'est un domaine où l'aide du G8 serait très utile.

#### PROGRES DES PAYS AFRICAINS DANS LE RESPECT DE LEURS PROPRES ENGAGEMENTS

Dans le rapport de cette année, outre le suivi des engagements pris par les gouvernements africains en matière de gouvernance et de sécurité, DATA s'est efforcé de présenter les grands engagements sectoriels pris par les leaders africains en matière de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement et enfin d'échanges commerciaux. Comme pour la gouvernance et la sécurité, les vrais progrès reposent sur le partenariat et un sentiment commun des priorités.

La grande difficulté ici est le manque de données chiffrées. Les efforts des pays africains pour suivre leurs propres engagements sont sous-financés et les données sont rares. Même les grandes institutions internationales ont peu de statistiques et les rares qu'elles possèdent sont souvent obsolètes. À cet égard, l'indice Ibrahim est une heureuse innovation. DATA félicite l'African Monitor pour son travail de compilation et d'estimation des promesses faites à la population africaine par la communauté internationale ainsi que par ses gouvernements. L'African Monitor compare promesses et réalisations et, avec un soutien supplémentaire, pourrait fournir de bien meilleurs chiffres qui permettraient de disposer d'un tableau beaucoup plus complet. Si nos conclusions dans ce chapitre ne sont pas exhaustives, elles montrent néanmoins la nécessité d'études plus approfondies et d'une responsabilisation accrue si l'on veut que la société

civile africaine puisse suivre les efforts de ses gouvernements.

Dans le secteur de la santé, les gouvernements africains se sont engagés à augmenter les ressources nationales qui y sont consacrées, à adhérer au principe des Trois unités dans la lutte contre le VIH/Sida pour optimiser l'efficacité et la coordination avec tous les acteurs et enfin à élaborer des plans de renforcement des capacités sanitaires. Quatre pays africains ont atteint en 2004 l'objectif de consacrer à la santé 15 % de leur budget et la majeure partie des pays (pour lesquels on dispose de chiffres) a travaillé à l'adoption du principe des Trois unités et a élaboré un plan de développement des personnels de santé, mais ces plans restent à financer.

Éducation : les gouvernements africains ont donné la priorité à ce secteur en y affectant les économies de l'annulation de la dette et des crédits budgétaires pour accroître le nombre d'enfants scolarisés. Mais les progrès de la scolarisation ont mis en lumière l'urgence d'une amélioration de la qualité de l'enseignement et du taux d'achèvement des études. Des gouvernements se sont engagés dans une planification à long terme et ont donné la priorité à son financement. Certains élaborent des plans à long terme qui précisent les déficits de financement lorsque la communauté internationale soutient leurs objectifs de développement.

Les gouvernements africains ont convenu de planifier le secteur de l'eau et ont créé la Conférence ministérielle africaine sur l'eau (AMCOW), première occasion pour les gouvernements africains de se coordonner afin d'appréhender leurs besoins et d'élaborer une démarche complète pour le financement. Mais il reste beaucoup de chemin à faire pour identifier les actions concrètes à engager dans chaque pays et pour améliorer la situation sur ce plan.

Alors que les pays africains s'efforcent d'accroître leur part dans les échanges mondiaux, ils s'intéressent de plus en plus aux échanges interafricains et relient leurs projets commerciaux à leurs plans nationaux de développement économique.

De nombreux pays africains ont créé des blocs économiques régionaux capables d'accroître leur force économique collective et d'améliorer les échanges interafricains. Parallèlement, de plus en plus de pays africains intègrent le développement des échanges et la promotion

des investissements dans leurs stratégies de réduction de la pauvreté et leurs efforts d'amélioration du climat des affaires afin de faciliter les transactions.

## ÉVALUATION INDIVIDUELLE DES PAYS DU G8

### CANADA

**OBJECTIF 2010 2,1 MILLIARDS DE \$CAN**  
(1,5 MILLIARD D'USD)

**APD 2007 1,176 MILLIARDS DE \$CAN**  
(904 MILLIONS D'USD)

**CHANGEMENT 2006-07**  
**-115 MILLIONS DE \$CAN**  
(-88 millions d'USD)

**CHANGEMENT 2004-07**  
**94 MILLIONS DE \$CAN**  
(72 MILLIONS D'USD)

**TAUX DE L'AUGMENTATION REALISEE**  
**10,8%**

**AUGMENTATION 2007-2008 NÉCESSAIRE**  
**420 MILLIONS DE \$CAN**  
(298 MILLIONS D'USD EN VALEUR 2004)

**AUGMENTATION 2007-2008 ESTIMÉE**  
**159 MILLIONS DE \$CAN**  
(113 MILLIONS D'USD EN VALEUR 2004)

Le Canada est en retard par rapport à son engagement d'APD en volume, bien que la baisse de son point de référence ait réduit son engagement global. En 2007, le Canada a diminué son APD à l'Afrique subsaharienne (ASS) et si les prévisions pour 2008 montrent une amélioration, elles ne permettront pas de rattraper le retard pris. Il est l'un des deux seuls pays à être sur la bonne voie pour l'éducation, mais sa performance dans les autres secteurs est mitigée. Il est second avec l'Allemagne, parmi les pays du G8, pour la qualité de l'aide, mais il est à la traîne pour « faire des échanges un moteur du développement de l'Afrique ».

En 2007, l'APD du Canada à l'ASS, nette de l'allègement de la dette bilatérale, a diminué de 115 millions de dollars canadiens (\$CAN) (88 millions d'USD), soit de 8,9 %. Bien que son APD bilatérale à l'Afrique subsaharienne ait

progressé de 82 millions de \$CAN par rapport à 2006, son flux multilatéral a baissé de 197 millions. Selon DATA, pour être sur la voie d'une trajectoire linéaire, le Canada aurait dû augmenter son APD à l'ASS de 220 millions de \$CAN (169 millions d'USD) en 2007. Au total, l'APD du Canada à l'ASS, nette de l'allègement de la dette bilatérale, a augmenté de 94 millions de \$CAN (72 millions d'USD) entre 2004 et 2007.

DATA estime que, en 2008, le Canada affectera environ 1,432 milliard de \$CAN (1,016 milliard d'USD en valeur 2004) à l'ASS. Cela représentera un accroissement de 159 millions de \$CAN (113 millions d'USD en valeur 2004), soit nettement moins que l'augmentation de 420 millions du CAD (298 millions d'USD en valeur 2004) qui serait nécessaire pour être sur la voie de la tenue des engagements.

### FRANCE

**OBJECTIF 2010 6,06 MILLIARDS D'EUROS**  
(7,529 MILLIARDS D'USD)

**APD 2007 2,316 MILLIARDS D'EUROS**  
(2,877 MILLIARDS D'USD)

**CHANGEMENT 2006-07**  
**-53 MILLIONS D'EUROS**  
(-66 MILLIONS D'USD)

**CHANGEMENT 2004-07**  
**269 MILLIONS D'EUROS**  
(334 MILLIONS D'USD)

**AUGMENTATION 2007-2008 NÉCESSAIRE**  
**6,7%**

**AUGMENTATION 2007-2008 NÉCESSAIRE**  
**1,315 MILLIARDS D'EUROS**  
(1,551 MILLIARDS D'USD EN VALEUR 2004)

**AUGMENTATION 2007-2008 ESTIMÉE**  
**256 MILLIONS D'EUROS**  
(301 MILLIONS D'USD EN VALEUR 2004)

La France est actuellement en deçà de son engagement d'augmenter l'aide bien qu'elle ait reporté son objectif global de 0,7 % d'APD/PNB de 2012 à 2015. Elle s'est engagée à consacrer la majeure partie de l'augmentation à l'Afrique Subsaharienne (ASS), et pourtant, bien que le volume global de son Aide Publique au Développement (ADP) ait légèrement augmenté en 2007, son APD à l'ASS a reculé.

La France occupe nettement la première place en matière de soutien au Fonds mondial et d'innovation dans les financements, mais, comme les autres membres de l'UE, elle n'a pas réussi une réforme commerciale qui favorise le développement. Bien qu'elle ait accueilli la conférence qui a donné naissance à la Déclaration de Paris, elle n'est pas en pointe dans ce domaine.

En 2007, l'aide de la France à l'ASS a diminué de 53 millions d'euros (66 millions d'USD) par rapport à 2006. Sa contribution multilatérale à l'ASS a baissé de 13 millions d'euros et son aide bilatérale à la région, nette de l'allègement de la dette bilatérale, a baissé de 40 millions d'euros. Pour qu'elle se situe sur une trajectoire linéaire, selon DATA, la France aurait dû augmenter son APD à l'ASS de 1,128 milliard d'euros (1,402 milliard d'USD) en 2007. Malgré le recul de l'an passé, l'APD de la France à l'ASS pour la période 2004-2007 a augmenté de 269 millions nets (334 millions d'USD).

DATA estime, qu'en dépit de ce récent recul de son APD à l'Afrique, la France affectera à l'ASS, en 2008, environ 39,9 % de son aide, soit 2,696 milliards d'euros (3,178 milliards d'USD en valeur 2004). Cela représentera une augmentation de 256 millions d'euros (301 millions d'USD en valeur 2004) par rapport au niveau de 2007, mais sera inférieur à l'augmentation de 1,315 milliard d'euros (1,551 milliard d'USD en valeur 2004) qui serait nécessaire pour tenir l'engagement révisé.

### ALLEMAGNE

**OBJECTIF 2010 4,993 MILLIARDS D'EUROS**  
(6,204 MILLIARDS D'USD)

**APD 2007 2,19 MILLIARDS D'EUROS**  
(2,72 MILLIARDS D'USD)

**CHANGEMENT 2006-07**  
**250 MILLIONS D'EUROS**  
(311 MILLIONS D'USD)

**CHANGEMENT 2004-07**  
**391 MILLIONS D'EUROS**  
(485 MILLIONS D'USD)

**TAUX DE L'AUGMENTATION REALISEE**  
**12,2%**

**AUGMENTATION 2007-2008 NÉCESSAIRE**  
**965 MILLIONS D'EUROS**  
(1,161 MILLIARD D'USD, EN VALEUR 2004)

**AUGMENTATION 2007-2008 ESTIMÉE**  
**527 MILLIONS D'EUROS**  
(634 MILLIONS D'USD, VALEUR 2004)

En 2007, l'Allemagne est restée en retard malgré de fortes hausses de son APD à l'ASS. De nouvelles augmentations bienvenues sont prévues pour 2008, mais si l'Allemagne veut atteindre l'objectif 2010, elle devra accroître ses augmentations annuelles. Elle obtient les meilleurs scores en matière d'eau et d'assainissement et a accueilli, en 2007, une conférence pour une forte reconstitution des réserves du Fonds mondial, mais elle est en deçà dans le secteur de l'éducation et, comme les autres membres de l'Union européenne, n'a pas réussi à réaliser une réforme commerciale qui favorise le développement.

Par rapport à 2006, l'Allemagne a augmenté en 2007 son APD à l'ASS de 250 millions d'euros (311 millions d'USD) hors allègement de la dette bilatérale. Pour être sur une trajectoire linéaire, selon DATA, l'Allemagne aurait dû augmenter son APD à l'ASS de 672 millions d'euros (836 millions d'USD) en 2007. Entre 2004 et 2007, l'APD totale de l'Allemagne à l'ASS, nette de l'allègement de la dette

bilatérale, a augmenté de 6,9 %, soit 391 millions d'euros (485 millions d'USD).

DATA estime que, en 2008, l'APD de l'Allemagne à l'ASS progressera d'environ 527 millions d'euros (634 millions d'USD en valeur 2004) pour atteindre 2,682 milliards d'euros (3,384 milliards d'USD en valeur 2004). Ce montant, bien que représentant une forte augmentation, sera inférieur aux 965 millions d'euros (1,161 milliard d'USD en valeur 2004) d'augmentation qui seraient nécessaires pour atteindre l'objectif fixé pour 2010.

## ITALIE

**OBJECTIF 2010 3,858 MILLIARDS D'EUROS**  
(4,793 MILLIARDS D'USD)

**APD 2007 883 MILLIONS D'EUROS**  
(1,097 MILLIARD D'USD)

**CHANGEMENT 2006-07**  
**335 MILLIONS D'EUROS**  
(417 MILLIONS D'USD)

**CHANGEMENT 2004-07**  
**-34 MILLIONS D'EUROS**  
(-43 MILLIONS D'USD)

**AUGMENTATION 2007-2008 NÉCESSAIRE**  
**-1%**

**AUGMENTATION 2007-2008 NÉCESSAIRE**  
**1,066 MILLIARD D'EUROS**  
(1,232 MILLIARD D'USD EN VALEUR 2004)

**AUGMENTATION 2007-2008 ESTIMÉE**  
**168 MILLIONS D'EUROS**  
(195 MILLIONS D'USD EN VALEUR 2004)

L'engagement de l'Italie est extrêmement ambitieux mais ce pays est nettement en deçà de la trajectoire qui, selon DATA, permettrait de le réaliser. Malgré les réels progrès réalisés en 2007 pour rattraper les réductions antérieures de l'aide à l'Afrique et bien que les prévisions de 2008 montrent une progression notable, l'Italie doit veiller à ce qu'il s'agisse

d'augmentations durables et non de campagnes ponctuelles. Depuis 2005, la majeure partie de l'APD de l'Italie a servi à rattraper les arriérés dus aux fonds multilatéraux. Au-delà, l'action est floue du fait d'une mauvaise communication sur les dépenses effectives. Comme les autres membres de l'Union européenne, elle n'a pas effectué une réforme commerciale qui favoriserait le développement.

L'APD totale de l'Italie à l'ASS, nette de l'allègement de la dette bilatérale, a progressé de 335 millions d'euros (417 millions d'USD) en 2007 par rapport à 2006 pour atteindre 883 millions d'euros (1,097 milliard d'USD), soit une hausse de 61 % en un an. Mais, cette performance ne compensera pas totalement les faiblesses passées. Pour atteindre son objectif de 2010, l'Italie aurait dû, en 2007, augmenter son APD à l'ASS de 973 millions d'euros (1,207 milliard d'USD). Malgré sa forte performance en 2007, l'Italie a, en fait, réduit son APD de 34 millions d'euros nets (43 millions d'USD) entre 2004 et 2007.

DATA estime que, en 2008, l'Italie affectera environ 1,118 milliard d'euros (1,291 milliard d'USD en valeur 2004) à l'Afrique. Cela représentera une augmentation de 168 millions d'euros (195 millions d'USD en valeur 2004), mais sera inférieur au 1,066 milliard d'euros (1,232 milliard d'USD en valeur 2004) qui serait nécessaire pour être sur la voie de l'objectif fixé.

## JAPON

**OBJECTIF 2007 POUR L'APD BILATERALE**  
**121,31 MD DE YENS**  
(1,12 MD D'USD VALEUR 2004)  
**122,6 MD DE YENS**  
(1,06 MD D'USD VALEUR ACTUELLE)

**APD BILATERALE 2007**  
**125,5 MD DE YENS**  
(1,16 MD D'USD VALEUR 2004)  
**122,3 MD DE YENS**  
(1,04 MD D'USD VALEUR ACTUELLE)

**CHANGEMENT 2006-2007**  
**DE L'APD TOTALE A L'ASS**  
**-21,3 MD DE YENS**  
(-197 MILLIONS D'USD VALEUR 2004)  
**-25,1 MD DE YENS**  
(213 MILLIARDS D'USD VALEUR ACTUELLE)

**CHANGEMENT 204-2007**  
**DE L'APD TOTALE A L'ASS**  
**70,4 MD DE YENS**  
(598 MILLIONS D'USD VALEUR 2004)  
**43,6 MD DE YENS**  
(370 MILLIONS D'USD VALEUR ACTUELLE)

**TAUX D'AUGMENTATION DE L'APD**  
**TOTALE A L'ASS REALISEE**  
**100%** EN VALEUR 2004. **98%** EN VALEUR ACTUELLE

**AUGMENTATION 2007-2008 ESTIMÉE**  
**-6,223 MILLIARDS DE YENS**  
(-59 MILLIONS D'USD EN VALEUR 2004)

En valeurs constantes 2004, le Japon a été loin de tenir son engagement de doubler son APD bilatérale à l'ASS, si l'on prend 2003 comme point de référence. En 2007, son APD à ce continent a été inférieure à celle de 2006 ; le Japon a également réduit son APD totale au cours de chacune des deux dernières années. Bien que ce nouvel engagement ne soit pas évalué dans ce rapport, le Japon a promis, lors de la Conférence internationale du développement de l'Afrique, de doubler son APD bilatérale à l'Afrique d'ici 2012, mais a une fois encore omis l'aide multilatérale dans ses promesses. Le Japon n'a pas apporté son expertise au secteur de l'eau en Afrique et, bien qu'il co-préside l'Initiative accélérée EPT, il n'a pas soutenu les objectifs mondiaux en matière d'éducation. En ce qui concerne le commerce, le Japon a peu fait pour intégrer sa politique commerciale au développement afin de créer des opportunités pour les pays africains.

En 2007, le Japon a réduit son APD à l'Afrique subsaharienne, nette de l'allègement de la dette bilatérale, de 21,269 millions de yens (197 millions d'USD), soit de 8 % en valeur 2004. Cette réduction a été due à une baisse de 48 % de son aide multilatérale. L'APD bilatérale du Japon à l'ASS a atteint 125.495 milliards de yens (1,161 milliard d'USD)

surpassant ainsi l'objectif modeste d'aide bilatérale fixé en 2005 pour 2007 (en valeur 2004). Toutefois, en prix courants, le Japon a manqué de peu son objectif.

DATA estime que, en 2008, le Japon affectera environ 24 % de son APD totale à l'ASS, c'est-à-dire de l'ordre de 220,974 milliards de yens (2,098 milliards d'USD en valeur 2004). Cela représentera une diminution de 6,223 milliards de yens (59 millions d'USD en valeur 2004).<sup>3</sup>

## ROYAUME-UNI

**OBJECTIF 2010**  
**3,551 MILLIARDS DE LIVRES STERLING**  
(6,508 MILLIARDS D'USD)

**APD 2007**  
**1,985 MILLIARDS DE LIVRES STERLING**  
(3,637 MILLIARDS D'USD)

**CHANGEMENT 2006-07**  
**26 MILLIONS DE LIVRES STERLING**  
(48 MILLIONS D'USD)

**CHANGEMENT 2004-07**  
**566 MILLIONS DE LIVRES STERLING**  
(1,037 MILLIARD D'USD)

**POURCENTAGE D'AUGMENTATION**  
**REALISEE 26%**

**AUGMENTATION 2007-2008 NÉCESSAIRE**  
**562 MILLIONS DE LIVRES STERLING**  
(957 MILLIONS D'USD EN VALEUR 2004)

**AUGMENTATION 2007-2008 ESTIMÉE**  
**287 MILLIONS DE LIVRES STERLING**  
(490 MILLIONS D'USD EN VALEUR 2004)

Le Royaume-Uni a augmenté le volume de son aide à l'Afrique plus qu'aucun autre pays du G8. Les données ne sont pas actuellement disponibles pour évaluer si le Royaume-Uni a réussi son objectif de doubler son APD bilatérale entre les années fiscales 2003/04 et 2007/08. Selon les estimations de DATA, l'APD du Royaume-Uni à l'ASS devrait rester en

deçà de l'effort nécessaire pour atteindre l'objectif 2010 ; en revanche, les engagements budgétaires à long terme montrent une trajectoire qui amènera le Royaume-Uni près de son objectif 2010. Le Royaume-Uni est nettement en tête en ce qui concerne la qualité de l'aide et l'aide à l'éducation. Il a mené campagne auprès de l'Europe pour une réforme commerciale qui favorise le développement, mais l'Europe n'a pas adoptée cette réforme.

En 2007, l'APD du Royaume-Uni à l'ASS, nette de l'allègement de la dette bilatérale, était inférieure aux prévisions, affichant une petite augmentation de 26 millions de livres sterling (48 millions d'USD) alors qu'il aurait fallu une hausse de 662 millions de livres (1,213 milliard d'USD) pour être dans la ligne d'une trajectoire linéaire. L'élément bilatéral de l'APD à l'ASS, net de l'allègement de la dette bilatérale, s'est en fait réduit de 32 millions de livres sterling (59 millions d'USD) alors que les dépenses multilatérales du RU ont progressé de 58 millions de livres (106 millions d'USD). À ce jour, entre 2004 et 2007, ce pays a augmenté son aide à l'ASS de 566 millions de livres sterling (1,037 milliard d'USD).

En se basant sur les pourcentages moyens d'affectation depuis 2004, DATA estime que l'APD du Royaume-Uni à l'Afrique en 2008 représentera environ 39,6 % de son APD totale, soit 2,425 milliards de livres sterling (4,127 milliards d'USD en valeur 2004). Cela représente une augmentation de 287 millions de livres sterling (490 millions d'USD), mais cela restera inférieur aux 562 millions de livres sterling (957 millions d'USD en valeur 2004) qui seraient nécessaires en 2008 pour suivre la trajectoire de DATA.\* Les engagements budgétaires à long terme indiquent une trajectoire positive qui portera le Royaume-Uni près de son objectif d'ici 2010.

## ETATS-UNIS

**OBJECTIF 2010 8,8 MILLIARDS D'USD**

**APD 2007 5,414 MILLIARDS D'USD**

**CHANGEMENT 2006-07  
413 MILLIONS D'USD**

**CHANGEMENT 2004-07  
581 MILLIONS D'USD**

## POURCENTAGE D'AUGMENTATION REALISEE 15%

**AUGMENTATION 2007-2008 NÉCESSAIRE  
1,2 MILLIARD D'USD**  
(1,1 MILLIARD D'USD EN VALEUR 2004)

**AUGMENTATION 2007-2008 ESTIMÉE  
940 MILLIONS D'USD**  
(868 MILLIONS D'USD EN VALEUR 2004)

Les États-Unis sont actuellement en retard sur leur engagement d'APD si l'on se réfère à une trajectoire linéaire mais, selon DATA, ils ont suffisamment de projets prévus pour respecter leur engagement d'ici 2010. Les États-Unis sont nettement en tête en ce qui concerne la lutte contre le VIH/Sida et le paludisme et ils ont fait d'importantes contributions pour la paix et la sécurité en Afrique. Les derniers chiffres du CAD concernant les dépenses (2006) montrent que ce pays ne soutient pas les secteurs de l'éducation primaire et de l'eau et l'assainissement autant que les autres membres du G8. Ils sont au dernier rang en ce qui concerne la qualité de l'aide et, malgré la pression de la Maison Blanche et d'autres acteurs en faveur de la réforme, la politique intérieure montre peu d'assouplissements pour permettre aux négociations de Doha d'aboutir à un résultat favorable au développement.

En 2007, l'APD des États-Unis à l'ASS, nette de l'allègement de la dette bilatérale, a progressé de 413 millions d'USD, soit 8,26 %, par rapport à 2006. Selon DATA, pour que les États-Unis soient sur une trajectoire linéaire, ils auraient dû augmenter leur APD de 950 millions d'USD, soit 19 %. Entre 2004 et 2007, ils ont, au total, augmenté leur aide de 581 millions d'USD.

DATA estime que, en 2008, les États-Unis augmenteront leur APD à l'ASS de 940 millions d'USD (868 millions d'USD en valeur 2004), un rythme d'augmentation plus de deux fois supérieur à celui de la période 2006-2007. Mais, cette augmentation sera inférieure à celle de 1,2 milliard d'USD (1,1 milliard d'USD en valeur 2004) qui serait nécessaire pour être sur la voie de la tenue des engagements. Sur la base des projets connus pour l'ASS, DATA estime que les décaissements en faveur de la région en 2010 totaliseront environ 8,9 milliards d'USD en valeur 2004, soit une réalisation légèrement supérieure à la promesse de Gleneagles.

## PERSPECTIVES

La situation critique, qui a poussé le G8 à faire de l'Afrique un continent justifiant une aide particulière, demeure. En fait, elle est plus urgente que jamais.

- Même si 2,12 millions de séropositifs bénéficient d'un traitement, il y a eu 1,7 million de nouveaux cas en 2007.

- Malgré la scolarisation de 29 millions d'enfants supplémentaires, il reste 33 millions d'enfants d'âge scolaire qui ne vont pas à l'école.

- De nouveaux défis menacent même de rendre la situation pire du fait du changement climatique, épée de Damoclès qui frappera l'Afrique en premier et le plus fortement, bien que le continent n'y ait pratiquement pas contribué. La crise alimentaire qui fait actuellement les gros titres des journaux du monde entier ne s'apaisera pas dans les deux mois en dépit de la mobilisation des fonds d'aide d'urgence. Elle continuera à menacer les réserves alimentaires, appauvrissant davantage les pauvres, à moins qu'une solution durable ne soit trouvée qui réponde au besoin d'investissements sains et généralisés dans l'agriculture et qui permette d'instaurer l'équité alimentaire au moyen de politiques commerciales rationnelles.

Nous sommes confrontés à un double défi : il faut énergiquement accroître ce qui est déjà engagé, mais de façon à créer en Afrique des systèmes durables. Les investissements comme ceux réalisés dans la lutte contre le VIH/Sida et le paludisme et ceux en faveur de l'éducation sont cruciaux et doivent se poursuivre à un rythme accéléré.

Mais si nous voulons que nos efforts fassent reculer la pauvreté et progresser le développement en Afrique, il faut nous attaquer au plus difficile : l'établissement des structures qui apparaissent rarement sur les rapports publiés sur papier glacé : les infrastructures, les ressources humaines, les systèmes qui permettent aux pays de fonctionner. Ces besoins systémiques plus complexes sont encore largement sous-financés et non coordonnés. Ils requièrent des efforts dévoués tant des gouvernements africains que des pays donateurs.

Les années qui viennent vont être encore plus difficiles du fait de la lenteur des décaissements ces trois dernières années, tandis que les besoins se font plus pressants.

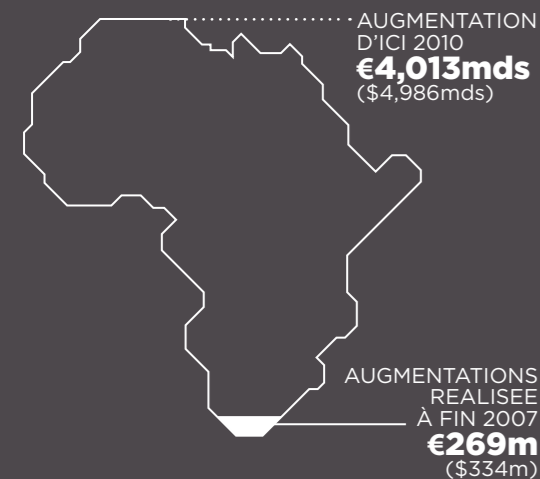
Il est crucial que les pays donateurs se réunissent pour discuter de leurs promesses à l'Afrique, qu'ils le fassent dans un esprit de véritable partenariat fondé sur l'honnêteté, la transparence et des calendriers annuels fiables, de sorte que les pays donateurs tout comme les pays bénéficiaires puissent faire des prévisions pour la période qui nous sépare de 2010. Pour répondre à l'urgence, il faudra un réel engagement et un vrai sens des responsabilités. C'est ce dont, DATA l'espère, les dirigeants du G8 feront preuve.

FRANCE



6,7 % DE L'ENGAGEMENT A ÉTÉ TENU

AUGMENTATION PROMISE PAR LA FRANCE



QUEL ETAIT L'ENGAGEMENT D'AIDE AU DEVELOPPEMENT EN 2005?

La France avait publié un calendrier prévoyant que son aide atteindrait 0,5 % de son PNB en 2007, dont deux tiers étaient destinés à l'Afrique, soit le double au moins de l'APD depuis 2000, et 0,7 % du PNB en 2012. La France s'était engagée vis-à-vis de l'Union européenne à un objectif convenu en commun d'une APD représentant 0,51 % du PNB d'ici 2010, la moi-tié de l'augmentation allant à l'ASS.<sup>1</sup>

La France a ensuite précisé son objectif envers l'ASS en annonçant que 66 % de son APD bi-latérale et 50 % de son APD multilatérale seraient affectés à l'ASS. Début 2008, le Président Sarkozy a repoussé la date de l'objectif d'une APD représentant de 0,7 % du PNB de 2012 à 2015.

DECLARATION DE LA FRANCE QUAND A SON ENGAGEMENT

«Je souhaite que la France contribue plus activement à la lutte que vous avez engagée contre la pauvreté. La France maintiendra son engagement financier pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Elle maintiendra son engagement financier dans ce domaine.»

**PRÉSIDENT NICOLAS SARKOZY**  
DISCOURS DEVANT LE PARLEMENT SUD-AFRICAIN,  
28 FÉVRIER 2008

EVALUATION GLOBALE

La France est actuellement en deçà de son engagement d'augmentation de son aide, bien qu'elle ait reporté de 2012 à 2015 son objectif global de porter le niveau de son APD (Aide Publique au Développement) à 0,7 % de son PNB. Elle s'est engagée à fournir la majeure partie de son augmentation à l'Afrique Sub-Saharienne (ASS). Pourtant, même si son APD globale a légèrement augmenté en 2007, la part dont l'ASS a bénéficié a diminué. La France occupe nettement la première place pour ce qui est du soutien au Fonds mondial et d'innovation en matière de financements, mais tout comme les autres membres de l'Union européenne, elle n'a pas réussi à réaliser une réforme commerciale qui favorise le développement. Même si elle a accueilli la conférence qui a donné naissance à la Déclaration de Paris relative à l'efficacité de l'aide, elle n'est pas un précurseur en la matière.



QUELLE EST L'INTERPRETATION PAR DATA DE L'ENGAGEMENT DE LA FRANCE ET DE SON CALCUL DE L'OBJECTIF ?

En 2007, la France n'a respecté ni son engagement de 0,5 % du PNB ni son engagement d'augmentation de l'aide destinée à l'Afrique. Maintenant DATA se réfère à l'engagement de la France de 0,7 % du PNB en 2015 avec un objectif intermédiaire de 0,51 % en 2010. DATA utilise les projections de PNB de l'OCDE pour estimer ce que représentera 0,51 % du PNB en 2010. En ce qui concerne l'objectif pour l'ASS, DATA suppose que l'APD se répartira de la façon suivante : 35 % pour l'aide multilatérale et 65 % pour l'aide bilatérale. Dans le cadre de ces pourcentages, l'ASS devrait bénéficier de 50 % de l'aide multilatérale et de 66 % de l'aide bilatérale. Ces estimations conduisent à un objectif d'APD de la France pour l'ASS de 6,06 milliards d'euros (7,529 milliards d'USD) en 2010.

La France n'a pas encore défini les objectifs annuels intermédiaires qui lui permettraient d'atteindre ces niveaux. DATA situe les progressions, et non les objectifs, sur une trajectoire linéaire prévisible entre l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données et l'objectif de 2010. Afin de mesurer la progression de l'engagement, le rapport de DATA suit l'APD à l'ASS, nette de l'allègement de la dette bilatérale.<sup>2</sup> L'allègement de la dette est crucial pour le développement, mais l'allègement bilatéral, tel qu'enregistré par le CAD (Comité d'Aide au Développement), ne représente pas la valeur réelle pour le bénéficiaire, ni le coût réel pour le donateur. Bien que les pays donateurs ne s'engagent pas explicitement en termes réels, les données de ce rapport sont fournies en valeur 2004 pour que la valeur totale de l'engagement pris en 2005 puisse être mise à disposition en 2010.

Comme on l'a dit, les engagements de la France, qui sont de 0,51 % du PNB d'ici 2010 et 0,7 % d'ici 2015, témoignent d'un changement de la position du gouvernement français, qui, à l'origine, s'était engagé à atteindre 0,7 % en 2012.<sup>3</sup> Si la France respecte la trajectoire de DATA vers ses objectifs, le report de trois ans de la date d'atteinte de 0,7 % du PNB signifie que l'ASS recevra, au total sur la période 2004-2010, 1,6 milliard d'euros (1,98 milliard d'USD) de moins que ce que la France avait initialement promis.

LA FRANCE EST-ELLE EN VOIE DE TENIR SES ENGAGEMENTS D'AIDE AU DEVELOPPEMENT POUR L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE?

**OBJECTIF 2010 €6,06bn** (\$7,529bn)  
**APD 2007 €2,316bn** (\$2,877bn)  
**CHANGEMENT 2006-07 -€53m** (-\$66m)  
**CHANGEMENT 2004-07 €269m** (\$334m)  
**POURCENTAGE DE L'AUGMENTATION REALISEE 6,7%**

En 2007, l'aide de la France à l'ASS a diminué de 53 millions d'euros (66 millions d'USD) par rapport à 2006. L'aide multilatérale de la France à l'ASS a baissé de 13 millions d'euros et son aide bilatérale, nette de l'allègement de la dette bilatérale, de 40 millions d'euros. Pour se situer sur une trajectoire linéaire vers son objectif, la France aurait dû, en 2007, augmenter son APD de 1,128 milliards d'euros (1,402 milliards d'USD). Pour la période 2004-2007, l'APD de la France à l'ASS a augmenté de 269 millions d'euros (334 millions d'USD).

Ces évolutions de l'APD de la France à l'ASS surviennent dans un contexte de fluctuations générales de son APD globale. Au moment où les niveaux d'APD devraient fortement augmenter pour atteindre 0,7 % du PNB en 2015, l'APD globale, nette de l'allègement de la dette bilatérale, n'a augmenté que de 475 millions d'euros (590 millions d'USD) en 2007 par rapport à 2006, alors que l'aide à l'ASS a diminué.

TABLEAU 1

**QUELS ONT ETE LES FLUX D'APD DEPUIS 2004?**

EN MILLIONS D'USD, VALEUR 2004 (EN EUR VALEUR 2004)	2004	2005	2006	2007
<b>APD GLOBALE TOTALE</b>	8473 (6820)	9893 (7963)	10176 (8191)	8560 (6890)
ALLÈGEMENT DE LA DETTE BILATÉRALE (mondiale)	1825 (1469)	3445 (2773)	3501 (2818)	1296 (1043)
<b>APD GLOBALE TOTALE (nette de l'allègement de la dette)</b>	<b>6647 (5351)</b>	<b>6448 (5190)</b>	<b>6675 (5372)</b>	<b>7264 (5847)</b>
<b>APD TOTALE À L'ASS</b>	4176 (3361)	5027 (4047)	5443 (4381)	3362 (2706)
ALLÈGEMENT DE LA DETTE BILATÉRALE (ASS)	1622 (1305)	2604 (2096)	2500 (2012)	485 (391)
APD MULTILATÉRALE À L'ASS	1197 (963)	1173 (944)	1340 (1079)	1323 (1065)
APD BILATÉRALE À L'ASS (nette de l'allègement de la dette)	1357 (1093)	1251 (1007)	1603 (1290)	1553 (1250)
<b>APD TOTAL À L'ASS (nette de l'allègement de la dette)</b>	<b>2554 (2056)</b>	<b>2424 (1951)</b>	<b>2943 (2369)</b>	<b>2877 (2316)</b>

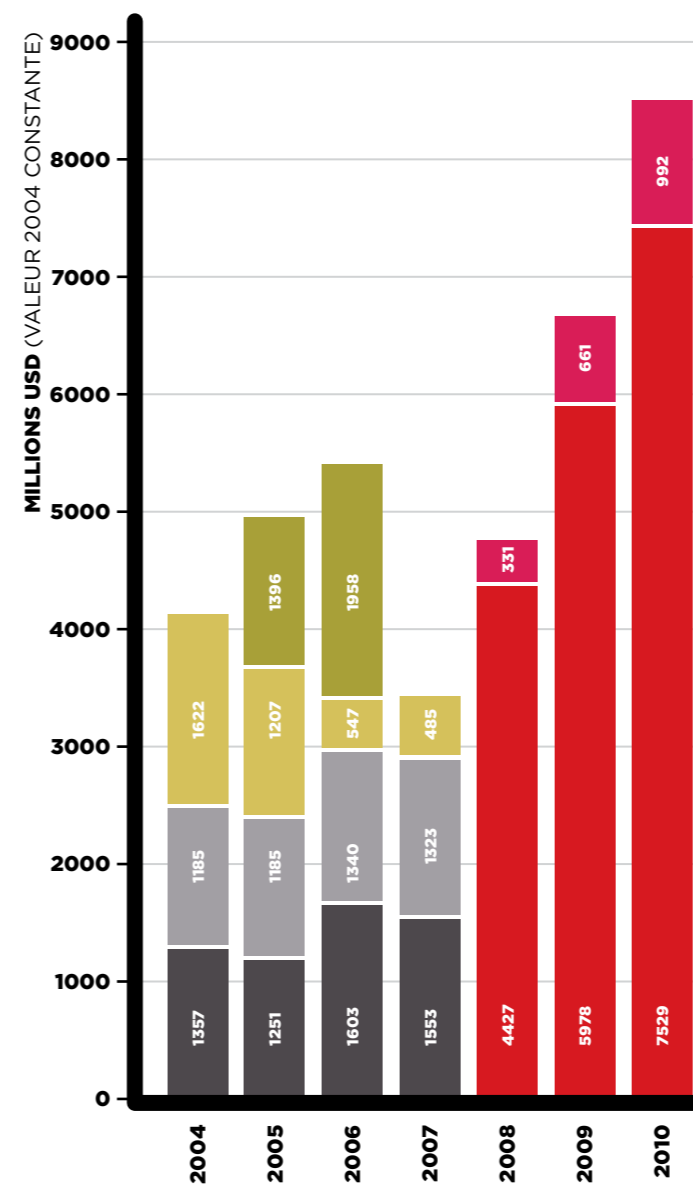
**QUELS PROGRES LA FRANCE DOIT ELLE REALISER POUR ATTEINDRE SES OBJECTIFS D'APD A L'AFRIQUE?**

Tous les chiffres de cette partie sont exprimés en euros, valeur 2007 et en dollars américains valeur 2004, pour pouvoir les comparer au budget actuel de la France et aux chiffres du CAD qui figurent dans une autre partie du rapport de DATA et qui sont en valeur 2004.

Pour suivre une trajectoire linéaire lui permettant d'atteindre son objectif de 7,227 milliards d'euros (7,529 milliards d'USD en valeur 2004) d'APD à l'ASS en 2010, la France devrait augmenter son APD de 1,315 milliard d'euros (1,551 milliards d'USD en valeur 2004) en 2008 pour arriver à un total de 4,036 milliards d'euros (4,427 milliards d'USD en valeur 2004), net de l'allègement de la dette bilatérale.<sup>4</sup> Cela représenterait une augmentation de 54 % par rapport à 2007.<sup>5</sup>

GRAPHIQUE 2

**APD A L'ASS ET TRAJECTOIRE VERS L'OBJECTIF DE 2010**



**AUGMENTATION 2007-2008 ESTIMEE**  
**€256m** (\$301m EN VALEUR 2004)

**AUGMENTATION NECESSAIRE 2007-2008**  
**€1,315bn** (\$1,551bn EN VALEUR 2004)

Sur la base des premières estimations budgétaires, l'APD totale de la France en 2008 devrait être de l'ordre de 6,752 milliards d'euros (7,960 milliards d'USD en valeur 2004). Bien que les affectations budgétaires 2008 pour l'ASS ne soient pas disponibles, DATA – en se basant sur la part de l'APD française globale affectée à l'ASS les années précédentes – estime que 39,9 %, soit 2,696 milliards d'euros (3,178 milliards d'USD en valeur 2004) seront affectés à l'ASS. Cela représentera une augmentation de 256 millions d'euros (301 millions d'USD en valeur 2004) par rapport au niveau de 2007, mais sera inférieur à l'augmentation nécessaire, qui serait de 1,315 milliard d'euros (1,551 milliard d'USD), pour que la France soit sur la trajectoire de son objectif. Pour l'avenir, la loi de programmation budgétaire pluriannuelle qui fixera les plafonds pour 2009, 2010 et 2011 indiquera si la France sera en bonne voie pour atteindre l'objectif de 2010 de 7,227 milliards d'euros (7,529 milliards d'USD en valeur 2004). Le budget de 2009 sera présenté au Parlement cet été, au moment où la France prendra la présidence de l'Union européenne (le 1er juillet 2008).

Les chiffres ci-dessus sont exprimés en valeur 2004 constante. Les objectifs équivalents pour 2008, 2009 et 2010 en valeur 2007 sont respectivement de : 5,525 milliards d'USD, 7,709 milliards d'USD et 9,894 milliards d'USD. La partie du graphique intitulée « Supplément nécessaire pour atteindre l'objectif de 2012 » sera perdue sur une trajectoire linéaire du fait du report par la France de la date objectif de 2012 à 2015.

## LA FRANCE REMPLIT-ELLE SA PART DES ENGAGEMENTS SECTORIELS DU G8?

La France apporte un important soutien au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme et est un promoteur de l'innovation dans les financements. Elle a fortement augmenté, dans son portefeuille d'APD bilatérale, la part du soutien au budget général des pays aidés. De 2006 à 2007, la part du financement consacrée au soutien budgétaire et au financement des prestations propres des pays en développement est passée de 3,3 % à 12,43 %. Toutefois, la position de la France sur le commerce, comme celle des autres membres de l'Union européenne, est nettement en retrait des engagements du G8.

Le Tableau 3 présente la performance et les efforts de la France concernant les divers engagements sectoriels de 2005 suivis par DATA : commerce, santé, éducation, eau et assainissement, gouvernance et sécurité et enfin financements innovants. Il indique par ailleurs les grands changements récents et les évolutions de l'APD de la France relative à ces secteurs. Les chiffres du CAD de l'OCDE figurant dans cette partie, les plus récents dont on dispose, sont extraits des données de 2006 sur les engagements.

## SUIVI DES ENGAGEMENTS

TABLEAU 3

# SUR LA BONNE VOIE

## DETTE

- Le 30 septembre 2007, la France a pris un engagement inconditionnel d'un montant de 45,7 millions d'USD pour 2007-2008 pour l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) de l'IDA (Banque mondiale). En outre, elle a pris un engagement inconditionnel d'un montant de 471,5 millions d'USD pour la période 2009-2016 et un engagement conditionnel de 1,95 milliard d'USD pour la période 2017-2044.
- La France a promis 1,976 milliards d'USD à l'IDA 15. Au-delà de la compensation technique de l'IADM, cette contribution générale à l'IDA montre que les responsables veilleront à ce que l'IDA, plus gros contributeur à l'IADM, soit correctement compensée.
- La France a annulé 100 % des dettes bilatérales dues par les PPTE, à une exception notable : elle n'a pas annulé ses créances commerciales après la date butoir et ne s'est donc pas engagée autant que les autres pays du G8.

## ON NE PEUT DIRE SI LA FRANCE EST SUR LA BONNE VOIE

## SANTÉ

- En 2006, le total des dépenses de santé françaises en ASS s'élevait à 431,08 millions d'USD, soit une augmentation de 48,5 % par rapport à 2005.
- La France est le second donateur en volume du Fonds mondial (FM). Elle avait promis 423,9 millions d'USD au FM pour 2007, mais il reste encore 137 millions d'USD d'engagements non tenus. La France a promis 453,8 millions d'USD pour 2008 dans le cadre d'un engagement triennal de 1,274 milliard d'USD pour la période 2008-2010.
- La France a apporté 164,86 millions d'USD au programme de vaccination (GAVI) et affecte environ 54,87 % de ses dépenses de santé au développement des systèmes de soins, pourcentage nettement au-dessus de la moyenne du G7 (18,7 %).

## GOUVERNANCE ET SECURITE

- La France a signé et ratifié la Convention contre la corruption des Nations Unies.
- La France a apporté 500.000 USD à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), ce qui est légèrement inférieur à sa part proportionnelle qui serait de 700 000 USD.
- La France soutient la participation des africains à des opérations de maintien de la paix dans le cadre du

programme ReCAMP (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix). Dans le cadre de l'UE, la contribution de la France s'élève à 24,3 % du financement de la Facilité européenne pour le soutien de la paix qui permet de financer des opérations de maintien de la paix en Afrique avec les moyens du Fonds européen de développement.

- En juin 2007, la France a promis 10 millions d'euros à la mission de l'ONU - UA au Dar-four.
- L'engagement de la France de verser 2,9 millions d'USD à la Commission pour la paix n'est pas encore honoré ; une part annuelle proportionnelle serait nettement supérieure, soit 11,6 millions d'USD.
- La France a apporté 1,3 million d'USD au Fonds de réserve d'urgence des Nations Unies (CERF) en 2006 et 2007 et promis 1,5 million d'USD pour 2008.

## FINANCEMENTS INNOVANTS

- En septembre 2006, la France a lancé UNITAID (Facilité internationale d'achat de médicaments) avec le Chili, le Brésil, la Norvège et le Royaume-Uni. Le programme lève des fonds par le biais d'une taxe volontaire sur les billets d'avion, bien que tous les pays membres n'aient pas recours à une taxe sur les billets d'avion pour respecter leurs engagements en la matière. À présent, UNITAID compte 35 pays membres, mais la France reste le principal contributeur et apportera 160 millions d'euros (236,2 millions d'USD) en 2008.
- La France s'est engagée pour 372,8 millions d'euros sur 15 ans envers le Fonds international pour l'immunisation, mécanisme de financement qui soutient les efforts de GAVI Alliance.

# LEGEREMENT EN DEÇA

## EAU ET ASSAINISSEMENT

- La France reste légèrement en deçà de ses engagements, pour le secteur de l'eau et de l'assainissement, tel que défini dans le rapport 2007 de DATA. En 2006, elle a dépensé 276,1 millions d'USD pour ce secteur en ASS, soit 4,65 % de son APD totale à la région (forte augmentation, très au-delà des 2,25 % de 2005).
- Selon la méthode employée par le rapport de DATA, la France aurait dû affecter 332,33 millions d'USD à l'eau et à l'assainissement, soit 5,5 % de son APD. Mais, la France est le seul des pays du G8 à avoir accordé à l'ASS la plus forte part de son APD au secteur de l'eau et de l'assainissement : en 2006, elle a consacré 52 % de son APD eau et assainissement à cette région.

## EN DEÇA EDUCATION

- En 2006, la France a contribué à l'éducation primaire en Afrique à hauteur de 84 millions d'USD. Pour qu'elle apporte sa part proportionnelle du total nécessaire pour financer l'éducation primaire universelle en 2008, la France devrait porter son aide de 112 millions à 196 millions d'USD.
- La France a accordé une nouvelle priorité à l'enseignement primaire dans son budget d'aide au développement, mais elle consacre encore une part importante de son budget total éducation à l'enseignement supérieur et aux coûts imputés des étudiants.
- En mars, la France s'est engagée audacieusement lorsqu'elle a annoncé un partenariat avec le Royaume-Uni pour scolariser 16 millions d'enfants en Afrique d'ici 2010. La France aidera huit millions de ces enfants. La France et le RU prévoient également de mettre au premier plan la qualité de l'éducation, le suivi et l'évaluation des résultats. Les deux pays aideront au recrutement et à la formation d'enseignants supplémentaires, nécessaires pour arriver à l'enseignement primaire universelle en 2015.

## COMMERCE

- La France est représentée par l'UE aux négociations du programme de développement de Doha (PDA) et à celles des accords de partenariat économique (APE). L'UE joue un rôle clé dans les négociations de Doha et s'efforce d'obtenir un accord. Les sensibilités du secteur agricole conjuguées aux intérêts à l'ouverture des marchés aux produits manufacturés et aux services continuent d'entraver les avancées.

- L'UE est l'ensemble géographique qui subventionne le plus son secteur agricole : en 2006, selon les estimations de l'OCDE, les subventions agricoles accordées par l'Union européenne se sont élevées à 63 milliards d'US.<sup>6</sup> La France est bénéficiaire net de la PAC à hauteur d'environ 1,9 milliard d'euros (2,4 milliards d'USD) par an et est depuis toujours hostile à sa réforme.<sup>7</sup>
- À la fin de 2007, l'Union européenne a lancé des APE avec 18 pays d'Afrique, car le programme initial, qui offrait un accès spécial aux marchés, venait à expiration fin 2007.<sup>8</sup> Ces accords offrent un accès détaxé au marché européen et améliorent les règles d'origine de certains secteurs exportateurs, en contrepartie de l'ouverture progressive des marchés africains aux produits européens. L'UE aimerait conclure des accords de partenariat économique plus complets avec l'Afrique mais de nombreux pays africains, tout comme l'UA et la société civile africaine, ont exprimé leurs craintes face à cette perspective d'élargissement. Les négociations sur le contenu des « APE complets » devraient se terminer d'ici la fin de 2008.
- Les pays les moins développés (PMD) ont également un accès détaxé et sans quotas au marché européen par le biais du programme « Tout sauf des armes » (TSA) qui offre un accès quasiment intégral. Toutefois, ce programme ne couvre pas tous les pays d'Afrique et il a été critiqué parce qu'il maintient des règles d'origine compliquées qui rendent son utilisation difficile pour les pays pauvres.
- En 2005, lors de la réunion ministérielle de l'OMC à Hong Kong, l'UE a promis d'accroître de 2 milliards d'euros d'ici 2010 l'aide au commerce à tous les pays en développement. Selon les données de l'OCDE, l'aide de la France en matière de contributions commerciales à l'Afrique a doublé de 2005 à 2006, passant de 299 millions d'USD à 568 millions d'USD.<sup>9</sup>

## EFFICACITE ET QUALITE DE L'AIDE DE LA FRANCE AU DEVELOPPEMENT

La France est quatrième ex-æquo avec le Japon en termes d'efficacité de l'aide mesurée par une série de dix indicateurs portant sur quatre mesures expliquées ci-dessous. Les scores français se situent dans la moyenne dans la plupart des domaines, mais elle doit améliorer la prévisibilité de son aide.

La Déclaration de Paris du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide d'Accra de 2005 a suscité un consensus croissant sur les mesures nécessaires pour rendre l'aide plus efficace. À Gleneagles, le G8 a cité la Déclaration d'Accra et s'est engagé à « mettre en place et suivre tous les engagements pris dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ». DATA a choisi quatre indicateurs d'efficacité de l'aide pour mesurer la performance des pays donateurs : prévisibilité (mesurée par les délais dans l'apport de l'aide programmée), transparence et communication (mesurée par le montant de l'aide figurant dans les budgets du bénéficiaire), utilisation des systèmes nationaux (mesurée par la manière dont l'aide utilise les systèmes du pays bénéficiaire) et degré de l'aide liée et enfin appels d'offres concurrentiels locaux. DATA a choisi ces quatre indicateurs en raison de leur importance et de la disponibilité des données.

Selon les indicateurs d'efficacité de l'aide sélectionnés par DATA, la France obtient de bons scores en ce qui concerne la part d'aide totale figurant dans le budget national des bénéficiaires, mais se situe à l'avant dernière place du G7 pour la part de son aide au secteur public figurant dans le budget national. La France n'est pas bien placée non plus pour l'aide non liée et les appels d'offres locaux pour des biens et services. Dans l'évaluation du CAD sur la prévisibilité, elle occupe la dernière place avec l'Italie et les États-Unis, et sa performance est mauvaise en matière d'engagements pluriannuels et de respect de ses engagements. En outre, elle est avant dernière pour l'utilisation des systèmes publics de gestion budgétaire des bénéficiaires et ses délais de livraisons sont plus longs que ceux de tous les pays du G7 sauf deux.

## PERSPECTIVES

Le Président Sarkozy a été élu en mai 2007 sur un programme de changements. Lors d'un voyage en Afrique du Sud en février 2008, il a annoncé que la France doublerait « ses engagements financiers » à l'Afrique sub-saharienne pour un montant total de 10 milliards d'euros, au cours des cinq prochaines années. En mars 2008, le Président Sarkozy a également annoncé que la France soutiendrait la scolarisation de huit millions d'enfants africains d'ici 2010 et de tous les enfants du continent d'ici 2015. Ces annonces sont bienvenues, mais elles doivent être précisées : pour le doublement des engagements financiers, il n'est pas précisé quelle sera la part de l'APD par rapport aux prêts et garanties au secteur privé. Ces derniers sont importants et pourtant ne figurent pas dans l'engagement de la France. De même, l'engagement de scolarisation des enfants doit être confirmé par des plans clairs, chiffrés et échéancés.

La France prendra la présidence de l'UE le 1er juillet 2008, ce qui signifie qu'elle dirigera l'UE à des moments cruciaux comme le Sommet du G8 au Japon, le Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide d'Accra, le Sommet d'urgence des Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM) de New York et la Conférence sur le financement du développement de Doha. Au début de sa présidence européenne, la France organisera une conférence le 3 juillet 2008 intitulée « Qui nourrira le monde ? », afin d'examiner les approches possibles de la crise alimentaire actuelle. Cette conférence devrait porter sur la productivité agricole à long terme dans les régions comme l'Afrique et ne constituera pas une excuse pour poursuivre tout simplement la PAC telle qu'elle est. La présidence européenne de la France couvrira également une période de réflexion sur les possibles réformes de la PAC, offrant l'occasion de supprimer des subventions, des protections douanières et autres pratiques nuisant aux perspectives de développement de l'Afrique. Le type de leadership dont les Européens ont besoin de la part de la présidence française est une réaffirmation claire et responsable des programmes annuels permettant de tenir les engagements. Il y a de grandes chances que le gouvernement français fixe les nouveaux objectifs qu'il a lui-même définis et que le Président Sarkozy prenne la tête de l'Europe au cours de l'année qui vient.

# NOTE FINALE

## INTRODUCTION

<sup>1</sup> Les 18 pays sont: Le Benin, Le Botswana, Le Burkina Faso, Le Cameroun, Le Cap-Vert, L'Éthiopie, La Gambie, Le Ghana, Le Mali, Le Mauritanie, Le Mozambique, La Namibie, Le Rwanda, São Tomé et Príncipe, Le Sénégal, La Sierra Leone, La Tanzanie, L'Ouganda.

<sup>2</sup> Johnson-Sirleaf E. et Radelet S. 'The Good News Out of Africa: Democracy, Stability and the Renewal of Growth and Development'. Center for Global Development Essay. Février 2008, p.4. <http://www.cgdev.org/content/publications/detail/15416/>

<sup>3</sup> Ce groupe représente plus de 70% des pays africaines qui sont arrivées au point d'achèvement.

<sup>4</sup> Le Communiqué de Gleneagles.

## SYNTHESE

<sup>1</sup> Les engagements du sommet de Gleneagles ont été revus à la baisse. L'engagement initial du G8 était de porter l'APD à l'Afrique subsaharienne à 26,1 milliards d'USD. Le chiffre finalement retenu est de 21,8 milliards d'USD. Ce changement est dû à deux raisons majeures : 1) des clarifications apportées par les pays donateurs : le Canada a précisé le montant de base à partir duquel il doublerait l'aide à l'Afrique tandis que la France a reporté sa date d'objectif de 2012 à 2015 pour l'atteinte du taux de 0,7 % ; 2) un contexte morose : certaines promesses des pays donateurs, la croissance de l'APD mondiale, de l'APD à l'Afrique subsaharienne et certains objectifs intermédiaires s'appuyaient sur une prévision de croissance du PIB. La croissance de l'APD mondiale s'est ralentie plus qu'il n'aurait fallu pour que l'objectif total de 2010 soit atteint et le volume total destiné à l'Afrique subsaharienne a été réduit d'autant. Par ailleurs, du fait du non respect de l'objectif intermédiaire de 2007 (sauf pour le Royaume-Uni), la trajectoire vers 2010 a été revue et l'objectif total pour 2010 été abaissé.

<sup>2</sup> Le G8 est le forum au cours duquel ces engagements ont été pris. Toutefois, la Russie n'a fait aucune promesse ; elle n'est pas un membre de l'OMC qui puisse prendre des engagements commerciaux comme les autres membres du G8. Cependant, elle a pris à son compte plusieurs des engagements de politiques et des engagement sectoriels du G8. Pour ces raisons, le rapport se réfèrera, à certains moments, au G8 et, d'autres, au G7 (membres du G8 hors Russie).

<sup>3</sup> Afin d'évaluer le montant de l'APD 2010 du Japon dans le reste du rapport, DATA a estimé que l'APD multilatérale du Japon à la région progressera au même rythme que la croissance de son APD globale. DATA espère qu'une nouvelle promesse multilatérale sera faite pour remplacer cette estimation intermédiaire, mais, aux fins du présent rapport, DATA a légèrement augmenté les totaux de 2007 pour porter l'objectif de 2010 à près de 235,5 milliards de yens (2,235 milliards d'USD en valeur 2004).

<sup>4</sup> On suppose que les chiffres de la Comprehensive Spending Review (Revue intégrale des dépenses) fournis pour 2008-2009 n'incluent pas l'allègement de la dette.

## FRANCE

<sup>1</sup> Gleneagles 2005 Africa paper. Annex II (Document sur l'Afrique de Gleneagles 2005. Engagements de financement) tels que soumis individuellement par les membres du G8.

<sup>2</sup> Le rapport de DATA suit l'APD communiquée au Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation pour la coopération et le développement (OCDE). Le CAD publie deux ensembles de chiffres : le premier avec la dette bilatérale et le second hors dette bilatérale. Pour le présent rapport, DATA utilise les chiffres du CAD hors dette bilatérale. La dette multilatérale est incluse dans l'APD dans le cadre des paiements effectués par le biais de l'IDA de la Banque mondiale et d'autres banques de développement. Par ailleurs, les donateurs sont crédités des progrès de l'allègement de la dette bilatérale dans le chapitre consacré à la dette du présent rapport. Toutes les données relatives à l'APD du CAD contenues dans ce rapport sont exprimées en valeur 2004, à l'aide des déflateurs du CAD.

<sup>3</sup> Lors du Sommet sur la terre de 1992, le Président Mitterrand avait réaffirmé l'engagement de la France à atteindre 0,7 %, en fixant pour date cible l'année 2000 – l'année même où la réalité de l'aide a montré que la France avait abandonné l'objectif de 0,7 %.

<sup>4</sup> Cet objectif de 4,427 milliards d'USD pour 2008 est exprimé en valeur 2004. En valeur 2007, l'objectif pour 2008 est de 5,525 milliards d'USD.

<sup>5</sup> Dans le tableau 2, dans le but d'établir un point de référence pour l'engagement d'APD de chaque pays pour l'ASS, DATA a fait la moyenne de l'APD multilatérale en 2004 et 2005 pour tenir compte des pointes occasionnelles par des contributions pluriannuelles, souvent à des fonds multilatéraux. En effet, les contributions pluriannuelles parviennent souvent sous la forme de reconstitutions pluriannuelles des réserves qui peuvent fort-tement augmenter ou diminuer, de façon artificielle la référence d'une année.

<sup>6</sup> OECD Producer Support Estimate, 2006 projected (OCDE, Estimation du soutien des producteurs, Projection 2006).

<sup>7</sup> Cour des comptes européenne, Commission européenne. Les contributions à la PAC sont basées sur les contributions au budget européen.

<sup>8</sup> <http://www.odi.org.uk/iedg/publications/The%20New%20EPAs%20-%20Final%20Report%2031-03-08.pdf>, consulté en dernier le 29 avril 2008.

<sup>9</sup> Ibid.

DATA est un groupe qui plaide en faveur de l'éradication de l'extrême pauvreté et le sida en Afrique. DATA fait appel aux gouvernements des nations industrialisées à tenir leurs engagements existants envers l'Afrique et à adopter de nouvelles politiques en matière de commerce, d'aide et de dette, afin de permettre aux Africains de s'engager sur le chemin de la stabilité et de la prospérité à long terme.

DATA demande également aux chefs d'État africains de renforcer la démocratie, la responsabilisation et la transparence, de façon à ce que les citoyens africains puissent plus facilement guider leur propre développement.

Fin 2007, DATA a uni ses forces à la campagne ONE pour créer une nouvelle structure, également appelé ONE, de lutte contre la pauvreté. Ayant pour vocation de mettre fin à l'extrême pauvreté en Afrique et partout dans le monde, elle est soutenue par 2,4 millions de personnes.

ONE est fondée sur la conviction que faire face au fléau de la pauvreté n'est pas une question de charité, mais de justice et d'égalité. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, nous avons la science, la technologie et les ressources requises pour mettre fin à la pauvreté extrême. Cette opportunité sans précédent crée la responsabilité d'agir.

Pour en savoir plus, visitez le site **[WWW.ONE.ORG](http://WWW.ONE.ORG)**

Pour accéder au rapport DATA en ligne, consultez le site **[WWW.ONE.ORG/REPORT](http://WWW.ONE.ORG/REPORT)**

## ADRESSE DES CONTACTS

ONE  
1400 Eye St, NW  
Suite 600  
Washington, D.C. 20005  
United States of America

DATA/ONE  
111 Wardour Street  
London  
W1F 0UH  
United Kingdom

DATA/ONE  
Reinhardstr. 47  
D-10117 Berlin  
Deutschland

DATA/ONE  
3 Kikuyu Close,  
Off Nairobi Street  
Wuse 2, Abuja, F.C.T.  
Nigeria



debt AIDS trade africa